

# Le MONDE **libertaire**

Organe de la Fédération Anarchiste

No 169 • Mars 1971 • 2 F



## Spécial COMMUNE

*C'est de ce temps-là  
que je garde au cœur  
une plaie ouverte*



« Le mur des Fédérés ». — Exécution des prisonniers par les Versaillais au cimetière du Père Lachaise, le 28 mai 1871.

CP 2520

# VIE DE LA FÉDÉRATION ANARCHISTE

<b>AIN</b> <b>OYONNAX GROUPE LIBERTAIRE</b> Pour tous renseignements, écrire à Relations Intérieures, 3, rue Ternaux, Paris (11*).	<b>HAUTE-GARONNE</b> <b>TOULOUSE</b> <b>LIAISON FA</b> S'adresser à Pierre Méric, 3, rue Merly, 31-Toulouse.	<b>MOSELLE</b> <b>GROUPE LIBERTAIRE DE METZ</b> En formation. Pour tous renseignements, écrire Relations Intérieures, 3, rue Ternaux (11*).	<b>BANLIEUE</b> <b>AULNAY</b> <b>GROUPE ANARCHISTE LIAISON BOURGET</b>
<b>ALLIER</b> <b>MONTLUCON - COMMENTRY</b> <b>GROUPE ANARCHISTE</b> Animateur, Louis MALFANT, rue de la Pêche, 03-COMMENTRY.	<b>HAUTE-NORMANDIE</b> <b>FEUCAMP - GRAVENCHON</b> <b>BOLBEC - LE HAVRE</b> <b>DIETPPE - YVETOT - ROUEN</b> <b>ELBEUF - EVREUX LOUVIERS</b> <b>UNION DES GROUPE ANARCHISTES DE NORMANDIE</b> <b>GROUPE JULES DURAND</b> Max GRAMMARE, 27, rue Ernest-Renan 76 - LE HAVRE	<b>NORD</b> <b>LILLE</b> <b>GROUPE ANARCHISTE</b> S'adresser à Lucienne, 3, rue Ternaux, Paris (11*).	<b>ASNIERES</b> <b>GROUPE ANARCHISTE</b> Salle du Centre administratif, place de la Mairie, ASNIERES (deuxième et quatrième mercredi) à 21 heures
<b>VICHY</b> <b>GROUPE LIBERTAIRE DE VICHY</b> Réunions régulières le 1er et 3 <sup>e</sup> lundi du mois. S'adresser 40, rue A.-Covy, 03-Bellerive.	<b>UNION DES GROUPE DES GROUPE DE NORMANDIE</b> <b>GROUPE DELGADO-GRANADOS</b> Pour tous renseignements, écrire à Relations Intérieures, 3, rue Ternaux, Paris (11*).	<b>VALENCIENNES</b> <b>FORMATION D'UN GROUPE ANARCHISTE</b> Ecrire à Daniel BARBAROSSA, 2, rue Mar-silly, 59-CONDE-MACON	<b>BOULOGNE-BILLANCOURT</b> <b>GROUPE ANARCHISTE RENAUT</b> Pour tous renseignements, s'adresser à 3, rue Ternaux (11*).
<b>ALPES (HAUTES-)</b> <b>GROUPE MALATESTA</b> Pour tous renseignements, écrire à Relations Intérieures, 3, rue Ternaux, Paris (11*).	<b>GROUPE LIBERTAIRE</b> Claude DESNOYERS, 11, rue de l'Hôtel-de-Ville, 27-Louviers	<b>PYRENEES-ORIENTALES</b> <b>PERPIGNAN</b> <b>FORMATION D'UN GROUPE ANARCHISTE</b> Pour tous renseignements, écrire à Relations Intérieures, 3, rue Ternaux, Paris (11*).	<b>GLICHY-LEVALLOIS</b> <b>GROUPE COMMUNISTE LIBERTAIRE</b> Pour tous renseignements, écrire à G.C.L. 3, rue Ternaux, Paris (11*).
<b>ARIEGE</b> <b>COMMUNAUTE ANARCHISTE DE YILLENEUVE-DU-BOIS</b> 09-Saint-Jean-de-Verges - Varilhès. Liaison communautariste anarchiste. Pratique autogestionnaire, propagande et théorie.	<b>HERAULT</b> <b>MONTPELLIER</b> <b>GROUPE ANARCHISTE</b> Adhérents et sympathisants, réunion le premier jeudi de chaque mois, à 18 heures. Pour correspondance: S.I.A., 21, rue Vallat, 34-MONTPELLIER	<b>RHONE</b> <b>LYON</b> <b>CERCLE ELISEE-RECLUS</b> Réunion du groupe chaque samedi, de 16 h. 30 à 19 heures. Pour tous renseignements, écrire groupe Bar-du-Rhône, 14, rue Jean-Larivière, 69-LYON (3*).	<b>PANTIN</b> <b>GROUPE TIBURCE CABOCHON</b> PANTIN - AUBERVILLIERS - LES LILAS - MONTREUIL - BAGNOLET. Groupe libertaire d'action et de propagande. Pour tous renseignements, s'adresser au groupe, 3, rue Ternaux, Paris (11*).
<b>UNION DES GROUPE ANARCHISTES DE L'ARIEGE</b> Groupes autonomes d'Etudes, de propagande et d'action. Pour tous renseignements, écrire 3, rue Ternaux, Paris (11*).	<b>ISERE</b> Liaison FA Pour contacts, écrire aux Relations Intérieures, 3, rue Ternaux, Paris (11*).	<b>STRASBOURG-MULHOUSE</b> <b>GROUPE LIBERTAIRE VOLINE</b> Pour tous renseignements, écrire à Relations Intérieures 3, rue Ternaux, Paris (11*).	<b>NANTERRE - RUEIL-MALMAISON</b> <b>GROUPE D'ACTION REVOLUTIONNAIRE KRONSTADT.</b> Renseignements: Groupe Kronstadt, 3, rue Ternaux, Paris (11*).
<b>FOIX - Groupe Durutti.</b> <b>LAVELANET - Groupe Kropotkine.</b> <b>PAMIEUX - Groupe Makno.</b> <b>TARASCON - Groupe Finelli.</b>	<b>LOIRE</b> <b>SAINT-ETIENNE</b> <b>LIAISON F.A.</b> Pour tous renseignements, écrire à Relations Intérieures, 3, rue Ternaux, Paris (11*).	<b>PARIS ET BANLIEUE</b> <b>PARIS</b> <b>GROUPE LIBERTAIRE D'ACTION SPONTANEE</b> Pour tous renseignements, s'adresser 3, rue Ternaux, 75-PARIS (11*)	<b>PUTEAUX - SURESNES</b> <b>GROUPE ANARCHISTE CHARLES D'AYRAT</b> Réunions hebdomadaires au lieu, tout et heure habituels
<b>AIX-EN-PROVENCE</b> <b>GROUPE LOUISE-MICHEL</b> (Groupe de recherche, d'action et de propagande). Groupe D. NAR (E.N. Aix). Ecrire: Groupe L. Michel-Aix, 3, rue Ternaux, Paris (11*).	<b>LOIRE-ATLANTIQUE</b> <b>NANTES</b> <b>GROUPE ANARCHISTE</b> Réunion le premier vendredi de chaque mois. Pour tous renseignements, s'adresser à Michel LE RAVALLEC, 37, boulevard Jean-Ingles, 44-NANTES	<b>GROUPE MORGANA-SELAVY</b> Amour - Liberté - Poésie Pour tous renseignements, s'adresser 3, rue Ternaux, Paris (11*).	<b>ESSONNE</b> <b>GROUPE JEAN GRAYE, CROSNE-MONTGERON</b> Liaison avec Brunoy-Yerres, Melun-Montesson, Limeil, Brévannes-Valenton. Ecrire: 3, rue Ternaux, Paris (11*).
<b>AIX-EN-PROVENCE</b> <b>GROUPE ZEBULON BADABOUM</b> Groupe libertaire d'action et de recherche. Ecrire à 3, rue Ternaux. Relations Intérieures, Paris (11*).	<b>NANTES</b> <b>GROUPE FRANCISCO FERRER</b> Réunion le 4 <sup>e</sup> vendredi de chaque mois. Pour tous renseignements, s'adresser à: PLOU, 194, rue Maurice-Jouaud, 44-Retz	<b>SEINE-ET-MARNE</b> <b>PONTAULT-COMBAULT</b> <b>GROUPE LIBERTAIRE</b> Pour tous renseignements, écrire à Relations Intérieures, 3, rue Ternaux, Paris (11*)	<b>SEINE-ET-MARNE</b> <b>PONTAULT-COMBAULT</b> <b>GROUPE LIBERTAIRE</b> Pour tous renseignements, écrire à Relations Intérieures, 3, rue Ternaux, Paris (11*)
<b>MARSEILLE</b> <b>GROUPE BERNERI</b> Groupe d'étude, d'action et de propagande. Bibliothèque - Librairie - Colloques. Pour tous renseignements, écrire Gr. Berneri, 3, rue Ternaux, Paris (11*).	<b>MANCHE</b> <b>CHERBOURG ET NORD-COTENTIN</b> Ecrire à Marc PREVOTEL, B.P. 15 - 50-BEAU-MONT-HAGUE	<b>VAR</b> <b>LIAISON F.A.</b> Pour tous renseignements, écrire à Relations Intérieures, 3, rue Ternaux, Paris (11*)	<b>VAUCLUSE</b> <b>LIAISON FA</b> Pour tout renseignement, écrire à Relations Intérieures, 3, rue Ternaux, Paris (11*)
<b>MARSEILLE</b> <b>GROUPE PELLOUTIER</b> Formation d'un groupe dans les 12 <sup>e</sup> et 13 <sup>e</sup> arrondissements. Ecrire: 3, rue Ternaux.	<b>MORBIHAN</b> <b>VANNES</b> <b>LIAISON F.A.</b> Pour tous renseignements, écrire à Relations Intérieures, 3, rue Ternaux, Paris (11*).	<b>VIENNE (HAUTE-)</b> <b>LIMOGES</b> <b>GROUPE LIBERTAIRE SEBASTIEN FAURE</b> Pour tous renseignements, s'adresser au bureau de préférence à A. Perrissollet, 45, rue Jean-Dorat, 87-Limoges	<b>TOULON</b> <b>GROUPE D'ETUDES SOCIALES</b> Pour tous renseignements, écrire à Relations Intérieures, 3, rue Ternaux, Paris (11*)
<b>MARTIGUES</b> <b>GROUPE ANARCHISTE « COMMUNE DE PARIS » DE L'ETANG-DE-BERRE</b> Pour tous renseignements, écrire à Relations Intérieures, 3, rue Ternaux, Paris (11*).	<b>ORIENT</b> <b>GROUPE LIBERTAIRE</b> Pour tous renseignements, écrire à Relations Intérieures, 3, rue Ternaux, Paris (11*).	<b>VOGSES</b> Liaison Epinal <b>FORMATION D'UN GROUPE LIBERTAIRE</b> Pour tous renseignements, s'adresser, 3, rue Ternaux, Paris (11*)	<b>YONNE</b> <b>FORMATION D'UN GROUPE ANARCHISTE</b> Liaison « AUXERRE-AVALLON » Pour tous renseignements, écrire à Relations Intérieures, 3, rue Ternaux Paris (11*)
<b>FINISTERE</b> <b>FORMATION D'UN GROUPE ANARCHISTE</b> S'adresser à Aurélien de Lannes, 30, rue Jules-Guesdès, 29 - N.-Brest.	<b>NIÈVRE</b> <b>NEVERS</b> <b>FORMATION D'UN GROUPE ANARCHISTE</b> Pour tous renseignements, écrire à Relations Intérieures, 3, rue Ternaux, Paris (11*).		

## ACTIVITÉS DES GROUPE DE LA FÉDÉRATION ANARCHISTE

**COURS DE FORMATION ANARCHISTE**  
**GROUPE LIBERTAIRE LOUISE-MICHEL**  
 Tous les jeudis soir à 20 h 30 précises  
 10, rue Robert-Planquette Paris (18\*)  
 Métro Blanche ou Abbesses

Nos cours marqueront ce mois-ci une pause dans l'étude de l'économie et de l'organisation sociale — confrontation de l'anarchie avec les grands problèmes actuels. En effet, comme nous l'avons annoncé à nos auditeurs, nous consacrerons les quatre cours de ce mois-ci à la commémoration de la Commune de Paris, proclamée le 26 mars 1871. Il ne s'agit pas pour nous d'essayer de « récupérer » la Commune; nous savons bien que les éléments qui la constituèrent furent divers. Proudhoniens, blanquistes, jacobins s'y sont mêlés et par conséquent, libertaires et autoritaires y étaient présents. Mais nous voudrions souligner quelques aspects qui nous intéressent particulièrement, laissant aux meetings et aux manifestations, qui vont se dérouler par ailleurs, le soin de rappeler au grand public la présence de la Commune.

Voici la liste de ces cours :

**JEUDI 4 MARS** : Historique de la Commune, par Jean Maitron.

**JEUDI 11 MARS** : Louise Michel, par Maurice Laisant.

**JEUDI 18 MARS** : J.-E. Clément et les poètes de la Commune, par Bernard Salmon.

**JEUDI 25 MARS** : Le contenu politique de la Commune, par Maurice Joyeux.

Les responsables des cours :  
 Danièle LEONARDI - Catherine BOISSERIE - Michel BONIN

Le Monde Libertaire page 2

**Le groupe libertaire Louise-Michel**  
 organise  
**CHAQUE SAMEDI, à 17 h 30**  
 en son local, 10, rue Robert-Planquette (rue Lepic) - PARIS (18\*)  
 (M<sup>o</sup> Blanche ou Abbesses)  
 un  
**COLLOQUE-DEBATS**  
**SAMEDI 6 MARS**  
 Discussion sur la pollution et les nuisances par Pascal NURNBERG  
**SAMEDI 13 MARS**  
 Débats sur « Le Canon fraternel » avec Jean-Pierre CHABROL  
**SAMEDI 20 MARS**  
 Débats sur les chansons et poésies libertaires avec Suzy CHEVET et le concours du jeune auteur compositeur Gilles CALAS et du poète montmartrois Serge MOREAU  
**SAMEDI 27 MARS**  
 La place de l'individualisme dans l'anarchie par Pierre JOUVENTIN

Vous trouverez au local : des cartes postales illustrées sur la Commune, éditées par le groupe.

**TRÉSORERIE**

Nous insistons sur le fait que trop de groupes et adhérents restent en retard dans leur règlement. Votre ponctualité en matière financière simplifie la comptabilité et représente l'attachement que vous portez à l'idéal qui est le nôtre.

Pour tout règlement, envoyez vos fonds à Pannier C.C.P. 14-277 86 Paris.

La trésorerie.

### ★ PRÈS DE NOUS ★

Mme Georgie Vienet, présidente de l'association française contre la peine de mort, nous informe qu'une vaste campagne se prépare en vue d'aboutir à l'abolition de la peine de mort.

Divers moyens sont prévus pour sensibiliser l'opinion publique sur ce problème (reportages dans les journaux, pétitions, affichage, tracts...).

Les anarchistes qui, depuis toujours, ont combattu pour l'abolition de la peine de mort, apporteront dans la mesure du possible leur appui à cette campagne.

Un appel est lancé à tous ceux qui sont contre la peine de mort.

**Vient de paraître :**  
 Réédition de la brochure  
**REFLEXIONS SUR L'ANARCHISME**  
 par Maurice FAYOLLE 3 F

**LA MORALE ANARCHISTE**  
 par Kropotkine  
 Édité par le groupe Kropotkine de FA  
 Prix : 4.50 F

**S.I.A. de Brest**

La prochaine assemblée générale de la S.I.A. aura lieu Maison du Peuple, bureau 10, place de l'Hôtelon, dimanche 7 mars, 10 heures. Elle sera consacrée à diverses commémorations : La Commune de 1871, celle de Constat 1921, le 70<sup>e</sup> anniversaire de la mort de Fernand Pelloutier, la solidarité et autres questions importantes.

**AMIS DE HAN RYMER**  
**DIMANCHE 14 MARS, à 14 h 45**  
 Salle des « Amis », 114 bis, rue de Valenciennes  
 Réunion des Amis de Han Rymer sous la présidence de Elie BROIDA vice-président des A.M.R.  
 Causserie de Gabriel AUDISIO : « L'Anarchie antérieure »  
 Une discussion omicale suivra. Invitation cordiale aux sympathisants.

**CINE-CLUB DE LA LIBRE-PENSEE DES BOUCHES-DU-RHONE**  
 11, rue Saint-Vincent-de-Paul MARSEILLE (4\*)  
 Samedi 20 mars à 21 heures  
**LE JOURNAL D'UNE FEMME DE CHAMBERE**  
 de Luis Bunuel

**ESPERANTO**  
 TOUS LES MERCREDIS A 18 H 30 auront lieu des cours d'espéranto au local du groupe Louise-Michel 10, rue Robert-Planquette (rue Lepic) PARIS (18\*) - Métro : Blanche. Renseignements auprès du groupe Louise-Michel ou SAT-AMIKARO, 67, avenue Gambetta. PARIS (20\*)

Nous vous informons que le gala artistique prévu par notre ami Louis Lecoin pour le dimanche 14 mars à 14 h 30 est reporté en octobre prochain.

Nous vous invitons instamment, vous qui avez déjà pris date pour cette fête, de venir à notre meeting.

## Sommaire

N° 169 MARS 1971 Page

### SPECIAL COMMUNE

La Commune de Paris : 18 mars-28 mai 1871 par Maurice JOYEUX.	8 et 9
Du pain et la liberté par HELLYETTE.	10
Pourquoi nous l'évoquons par Maurice LAISANT.	5
Lettre ouverte de la Fédération anarchiste aux Conseils municipaux de Mantes	5
Bref historique du chapeau rouge par Bernard SALMON.	5
Je suis anarchiste par Louise MICHEL.	5
Classique de la Commune par Louise MICHEL.	7
Un sujet ignoré des scénaristes par P.-V. BERTHIER.	7
Proclamation de la Chambre syndicale des ouvriers Tailleurs et Scieurs de pierre	7
Edouard Moreau de Marcel Cerf par Maurice LAISANT.	6
L'Internationale d'Eugène Pottier	6
Chantons la Commune par J.-F. STAS.	6
Proclamation de la Commune de Lyon	6
Et la colonne Vendôme fut abattue par Maurice LOUIN.	11
La Presse sous la Commune par Suzy CHEVET.	11
Un aspect de Louise Michel par Charles-Auguste Bontemps.	11
L'Enfance sous la Commune par Maurice DOMMANGET.	12
Proclamation de l'Association internationale des travailleurs	16
<b>ACTUALITE</b>	
Nouvelles Internationales	14
Les Livres du mois par Maurice JOYEUX.	15
Librairie par HELLYETTE.	15
Grèves dans les écoles normales par Jean-Pierre P...	13
La Répression chez les enseignants par Michel BONIN.	13
Lettre de Robert Vergne au proviseur	13
Appel aux Libéraux de Brest et du Finistère	13
Des hommes pas des ordinateurs par G. LE FLOCH.	13
Ni idolâtrie ni mémoire courte par Jeanne HUMBERT.	4
La Justice militaire c'est la liberté Comité de soutien à Sylvain PUTTEMANS.	4
Les Municipales par Paul-Ernest CHENARD.	4
Agir par Maurice LAISANT.	4

### LE MONDE LIBERTAIRE

Rédaction - Administration  
3, rue Ternaux, Paris (11<sup>e</sup>)  
VOLtaire 34-08

Compte postal Librairie Publico  
Paris 11289-15

Prix de l'abonnement

France :	6 numéros	10 F
	12 numéros	20 F
Etranger :	6 numéros	14 F
	12 numéros	28 F
Par avion :	6 numéros	19 F
	12 numéros	38 F

### BULLETIN D'ABONNEMENT

à retourner, 3, rue Ternaux, Paris (11<sup>e</sup>)

Nom .....  
Prénoms .....  
Adresse .....

Le directeur de la publication :  
Maurice Laisant

Imprimerie Centrale du Croissant  
19, rue du Croissant Paris (2<sup>e</sup>)

## ÉDITO

# Vive la Commune !

A « gauche » chacun s'apprête à célébrer le centenaire de la Commune. Nous-mêmes, dans ce journal, nous essayons de situer quelques-uns des épisodes les plus significatifs de la grande convulsion révolutionnaire du siècle dernier.

Il y a deux façons de marquer ce souvenir. On peut avoir recours aux images d'Epinal et le numéro spécial de « Syndicalisme », le journal de la C.F.D.T. ne s'en est pas privé, bien qu'on puisse se demander ce que cette confédération peut bien avoir de commun avec la Commune qui fut une révolte contre tous les dogmes à commencer par le dogme chrétien. Il faudrait conseiller à la direction de relire Rigault, le blanquiste qui assumait les fonctions de procureur.

D'autres telle la « Vie Ouvrière », profitant de l'événement, feront la rafle de tous les personnages qui à cette époque jouèrent un rôle et conservent un impact sur l'électorat. Et les hommes de la Commune vont être convertis en marxistes-léninistes sans oublier Louise Michel qui aurait successivement approuvé les procès de Moscou, la déstalinisation, Prague et l'assassinat des travailleurs polonais par des chars progressistes.

De façon plus sérieuse demandons-nous, nous anarchistes, ce que peut ressentir l'homme de la rue lorsqu'il évoque la Commune de Paris ?

Depuis cent ans le temps a fait son œuvre. Le souvenir né d'événements dramatiques avec leur cortège de haine et d'exaltation s'est estompé. Le militant, le curieux, l'historien recherchent avec patience à déterminer les causes. L'homme de la rue, lui, néglige le détail et saisit un ensemble un peu flou qu'il meuble de ses rêves de libération. La Commune est pour lui à la fois La Mecque et le Paradis.

Lorsque par dizaines de milliers les hommes prendront le chemin qui conduit au Mur sanglant où tombèrent les derniers défenseurs des barricades, la Commune et leurs espoirs se fondront de façon à faire un seul bloc solide. Seront alors bien oubliées les nuances qui séparaient les communards. Ce sera l'heure de la communion d'un socialisme informel fait surtout d'idées généreuses et humanitaires et pour eux la Commune de Paris ne sera ni une théorie doctrinale, ni une forme précise d'organisation des hommes, mais simplement un symbole de l'étincelle qui existe dans le cœur de chaque homme et que les circonstances avivent.

« Vive la Commune de Paris ! », crieront les manifestants, et cette formule simple contiendra l'espoir dans la liberté, dans la fraternité, dans le socialisme, dans la paix, dans l'harmonie universelle, dans la justice sociale égalitaire. Ce cri sera le cri nostalgique des hommes vers la sécurité chantée dans toutes les légendes, l'humanisme qui évoquent avec nostalgie les temps paradisiaques, un cri vers la sécurité du ventre maternel, un cri vers l'aspiration profonde de l'être qui va toujours au-delà des possibilités du langage.

Vive la Commune de Paris ? Nous nous mêlerons sans grande illusion sur les lendemains à un quelconque de ces cortèges, tant est grande, chez nous comme chez les autres, cette aspiration à un moment où chacun croit atteindre « la vérité ».

Les cortèges se disloqueront ! Les problèmes de l'émancipation se poseront à nouveau ! La vie nous hagera avec son cortège de luttes, de résultats, d'échecs.

Poussés par ce mouvement qui nous conditionne et nous justifie sur cette terre, nous oublierons tout ce qui n'est pas actualité, construction rationnelle, action immédiate, nous oublierons le symbole qu'est devenue la Commune.

Nous l'oublierons jusqu'à ce qu'à nouveau, un souvenir, un événement, une exaltation nous fasse de nouveau crier avec dans la voix un rien de solennité qui marque une volonté inébranlable :

Vive la Commune de Paris !

### AMIS LECTEURS !

Ce « Monde Libertaire » est consacré à la Commune. Vous trouverez dans ce numéro la liste des livres et disques vous permettant une étude plus approfondie d'une époque où l'esprit libertaire essayait ses forces en se confrontant à la réalité.

Nous ne doutons pas de voir vos commandes affluer, tant celles qui concernent ce numéro spécial du « M.L. » que celles pour l'achat d'une documentation qui vous est nécessaire pour mieux connaître l'histoire des luttes de ceux qui nous précédèrent.

Pour simplifier notre travail de « paperasses », nous demandons à tous :

- de ne pas omettre nom et adresse sur vos commandes (!) ;
- d'indiquer sur tout versement l'objet de celui-ci ;
- pour les règlements de commande déjà reçus, de préciser le numéro de la facture.

Le temps gagné grâce au respect de ces quelques « consignes » nous permettra de répondre plus rapidement à vos demandes.

En décembre, une enveloppe de chèques a été égarée par les P. et T. Les camarades dont le compte bancaire n'aurait pas été débité d'une somme réglée à Publico durant ce mois voudront bien nous adresser un nouveau chèque. Nous sommes sûrs que vous répondrez à notre appel.

Les administrateurs :  
Maurice Joyeux - Robert Pannier.

### SOUSCRIPTION FÉVRIER 1971

Marmoëx, 40 ; Magolinier, 10 ; Delbrel, 5 ; Freydure, 5 ; Gilbert, 5 ; Thomas, 10 ; Mahé, 5 ; Chalons, 5 ; Brenu, 43 ; Gittou, 5 ; Groiller, 5 ; Vaillant, 50 ; Ganache, 5 ; Mathivet, 10 ; Gauvin, 25,90 ; Benoit, 40 ; A. Sierra, 6 ; La paire d'amis, 250 ; Lebertre, 10 ; Duperray, 5 ; Hoffer, 10 ; Lespes, 5 ; Comiti, 10 ; Houbi, 10 ; Le Quere, 30 ; Jody, 20 ; Albert Roy, 20 ; Alain, 0,15 ; Simonet Lemeur, 16 ; Christian, 2 ; Gil, 3,75 ; Leblanc, 3,60 ; Joël, 4 ; Jacob, 50 ; Alain, 6 ; Parsonneau, 10 ; Chenard, 10 ; Borretti, 7 ; Anonyme, 6 ; Cauzar, 1,50 ; Vignen, 5 ; Garrivier, 10 ; Thomas Teubner, 2 ; Bernard, 4,50 ; Kropotkine, 5 ; Boursat, 1 ; Anonyme, 1 ; G.L.A.S., 21,22 ; Gil, 4,20 ; Villefranche, 60 ; Besson, 23 ; Duvivier, 1 ; Anonyme, 3 ; Jacob, 30 ; Maurice, 0,10 ; Bouhot, 5,40 ; Gustave Bossard, 4 ; groupe Montluçon-Commen-try, 30.

# NI IDOLATRIE, NI MÉMOIRE COURTE

En tant que libertaire on ne peut verser dans la sottise idolâtrique, ce qui ne dispense pas, pour autant, de garder dans notre esprit et dans notre cœur un sentiment de gratitude envers ceux qui nous ont devancés dans la voie d'une idéologie généreuse. Ceux qui nous ont ouvert des horizons, qui nous ont permis de nous lancer plus aisément sur des chemins désertés par eux, qui ont meublé notre cerveau, ouvert nos yeux sur toutes choses et, par là même, aidé nos efforts dans la poursuite du travail entrepris par chacun de nous, nous donnant ainsi le moyen, avec nos possibilités et notre propre tempérament, d'apporter notre pierre à l'édifice commun de notre idéal.

Quand j'écris cela, je pense aux ingrats qui croient n'avoir rien à apprendre et surtout ne vouloir être redevables de quoi que ce soit à leurs aînés et qui professent que l'oubli doit recouvrir tout ce qui a trait au passé.

Je ne suis pas d'accord. Dans leurs élocutions, articles ou échanges verbaux, beaucoup de ces prétentieux, plus prompts à la critique qu'à l'expression limpide et originale de leur pensée, sont tout heureux de déblatérer sur des hommes qui ont risqué et sacrifié beaucoup pour essayer de répandre des idées nouvelles, en opposition à celles qui leur paraissaient aller à l'encontre de l'affranchissement total de l'individu.

Pourtant, l'existence de ces « anciens » ne fut pas toujours aisée ; ils ont dû payer souvent très cher leurs audaces, soit par des pressions familiales et autres, des tracasseries policières, des poursuites, des attaques d'adversaires haineux. Leur liberté fut plus d'une fois en jeu, quand ce ne fut pas leur vie même.

Il serait bon que les nouveaux venus se souviennent de tout cela avant d'écrire ou de parler à tort et à travers sur ces précurseurs. Je ne prétends pas que la jeunesse n'ait son mot à dire sur tous les sujets, et surtout sur les problèmes immédiats qui se posent à elle. Il faut même qu'elle prenne position avec toute sa fougue juvénile et des arguments probants. Pour le moment, elle en est à la violence et à la destruction. Je ne suis pas contre. Il n'y a jamais assez d'enthousiasme à mon goût. Cependant, détruire ne suffit pas ; il faut aussi penser à construire, et ceux qui sont appelés à nous succéder dans la vie comme dans les mouvements d'évolution humaine doivent s'y employer. Mais nul n'a le droit, pour manifester ses opinions, de tirer des flèches plus ou moins acérées sur les militants du passé ni sur leurs méthodes jugées dans le présent désuètes, dépassées, que sais-je enfin, pas « dans le vent », comme il est dit de nos jours.

Car en dépit de notre curiosité attentive, nous n'avons jusqu'ici découvert dans les « gestations » du prétendu renouveau, la recette toute fraîche, l'argument-force, la solution idéale, la formule magique, le fil conducteur, toute chose enfin capable de balayer, de remplacer ce qu'il est de bon ton de déda-

Jeanne HUBERT  
gner dans les enseignements de nos prédécesseurs. Employer d'autres vocables, des néologismes modernisés, triturer des textes, supprimer ceci, ajouter cela, ne change rien pour nous au fond, à l'essentiel, aux bases mêmes d'idées nées de la logique, du raisonnement lucide et de l'observation aiguë des événements, des hommes et de leur comportement, idées sur lesquelles il faut sans cesse revenir et s'appuyer.

Il est bien entendu que, tout en tenant compte de ce qui ne saurait périr à travers les âges, il est urgent de parer aux nécessités de l'heure, de faire face à des problèmes surgis de la marche des aventures quotidiennes d'un monde en pleine refonte. A cela, on doit travailler.

Les anarchistes, en général, ne sont pas des doctrinaires pédants, ni rébarbatifs. Ils suggèrent, ils proposent leurs idées plus qu'ils ne les imposent. Mais, en retour, ils n'aiment guère se voir astreints à des règles. Ils répugnent à se plier à des disciplines abusives ; ils sont rétifs à la rigueur de programmes plus ou moins bien « structurés », pour employer un terme cher à nos technocrates. Un de mes amis, peintre barbizonnais (fondateur d'un musée dans la maison même de J.-F. Millet à Barbizon), me disait un jour : « Toi, Jeanne, et vous tous les anarchistes, vous devez rester des en-dehors. Vous êtes des aristocrates de la pensée. » J'avoue que sur le moment, je pris cela comme une boutade. Mais je me rends compte aujourd'hui de la justesse de cette réflexion. Les anarchistes ne se laissent pas snober facilement et on ne les entraîne pas dans n'importe quelle galère. Ils se méfient de certaines collaborations qui ne semblent pas présenter des garanties de netteté, de rectitude et des qualités de sincérité. Ils s'opposent vivement aux concessions et à toutes glissades dangereuses sous le prétexte fallacieux d'être « dans ce vent » qui n'est souvent que du vent.

Ce qui ne veut pas dire qu'ils ne soient pas actifs, c'est dans l'essence même de leur nature. Ils sèment leur grain partout, en tous lieux, sur tout ce qu'ils approchent. Dans notre univers déboussolé, perdu d'angoisses, livré aux techniques dévorantes, menacé constamment dans son équilibre, les anarchistes sont les derniers Sages. Ils ne se laissent pas emporter par les grands courants, ils gardent la tête froide, leur parfaite lucidité devant le marasme et les conflits, la confusion des faits et des conceptions et restent fidèles, fortement attachés à leur foi profonde. Car l'anarchie c'est avant tout un levain, un ferment vivace qui fertilise les idées, permet leur cheminement et, cela, en dépit des bouleversements de l'histoire et à travers toutes les époques. Il y a, il y a eu, il y aura toujours des anarchistes. Et nous, les libertaires — individualistes ou non — dans le sens clairvoyant et réel du terme, devons conserver jalousement ce ferment intact, pur de tout alliage, mélange, compromis ou déviation qui risqueraient de l'alléger, de le neutraliser, de le détruire.

## AGIR

Des manifestations commencèrent sur le boulevard, gagnèrent Belleville et le Faubourg Saint-Antoine. La police les grossit de bandes de souteneurs affublés de blouses blanches qui renversaient les kiosques, cassaient les vitres des devantures et permirent des arrestations en masse.

LISSAGARAY  
(Histoire de la Commune.)

Etre anarchiste ne consiste pas seulement à appeler de ses actes et de ses vœux une transformation sociale, cela consiste encore à faire montre d'intelligence et de discernement.

Etre anarchiste ne consiste pas, à la faveur de réactions épidémiques, à faire n'importe quoi, n'importe comment, contre n'importe qui.

Etre anarchiste ne consiste pas, à la faveur de ce superbe aveuglement, à se faire inconsciemment agents provocateurs, tâche à laquelle la police suffit amplement.

Nous n'avons pas ici à ménager telle classe ou telle autre, à nous confondre en courbettes pour nous atti-

rer les bonnes grâces de celle-ci ou de celle-là.

Nos préoccupations sont tout autres : le jour où les hommes seront décidés à bouger nous serons des leurs, apparaissant il nous appartient de tenter de leur ouvrir les yeux, de préparer et de rendre possible cette transformation sociale, quitte à passer pour rétrogrades au jugement de ceux qui ne peuvent pas entendre sauter un bouchon de champagne sans croire à la révolution, quitte à faire figure de timorés au tribunal de ces activistes, qui ne font pas de nuances entre l'attaque d'un commissariat et le bris de l'échoppe d'un cordonnier, et qui croient nous enseigner quelque chose en nous rappelant que la révolution ne se fait pas seulement avec des articles et des discours, mais aussi avec des actions.

Egalement (et ceci semble oublié) avec assez d'intelligence pour ne pas se faire par ses gestes les agents et collaborateurs de Marcellin.

Maurice LAISANT.

## « LA JUSTICE MILITAIRE C'EST LA LIBERTÉ » (SIC)

Ainsi commence le deuxième procès de Sylvain Puttemans le 19 janvier 1971. Le juge l'a dit : on est libre de se faire jouter en île. Sylvain Puttemans refuse depuis le 7 septembre 1970 de revêtir l'uniforme. Le Tribunal permanent des Forces armées de Lille l'a déjà condamné, le 17 décembre 1970, à dix-huit mois de prison avec sursis. Pourquoi ? Parce que Sylvain n'est pas prévu. C'est un objet sans statut. Un emmerdeur que l'on prend au sérieux. Alors pour faire voir qu'ils sont logiques, les militaires du second tribunal, d'instinct munis d'instructions d'« en haut », l'ont fait taire. Deux ans jermes. La loi ne prévoit pas plus, alors ils s'en contentent.

Si Sylvain Puttemans refuse globalement le service militaire, la réforme et le statut des objets, il doit y avoir des raisons. La première, il est anarchiste. La seconde, la réforme est pour les militaires la facilité de se débarrasser de ce

genre de cas. La troisième, le statut est connu et approuvé par l'Etat est un problème, pas une solution ni un total.

Ce refus total, inquiétant, de Puttemans Jean-Jacques de Fédice, son défenseur, fait sentir au tribunal : « Si Puttemans devenait un exemple ? Si tous les qui se réclament de l'étiquette libertaire refusent ? Car l'honnêteté et la conscience qu'ils proclament si haut traquent qu'ils refusent !

Dénoncer toute forme d'Etat c'est refuser de participer au soutien de l'Etat ; l'Armée. Mais le problème n'est pas si simple. Gueuler et mettre un lard noir ce n'est pas dangereux. Réviser la loi pour ses idées l'est beaucoup plus. Le problème est posé.

Avis aux amateurs.  
Comité de soutien  
à Sylvain PUTTEMANS

## LES MUNICIPALES

Transporté par les mass-média, une voix retentit « A bas l'Etat ! ». Quoi la commune n'est pas morte ? Non ! c'est les municipales qui sont bien vivantes. C'est encore Jean-Jacques Servan-Schreiber (J.-J. S.-S.) qui fait des siennes, tonnant tel un de l'Internationale parisienne de 1871. Lui qui n'est que le Bazaine du radical-socialisme (heureusement). D'autres voix d'ailleurs se joignent à lui timidement avec moins de fracas, de réclame.

Depuis cent ans les dés sont jetés, avec les derniers coups de chassepot clôturant la commune de 1871 à Belleville. La commune d'aujourd'hui n'est que municipale. L'autre, par ailleurs, de fédérée aurait très bien pu finir étiatique.

Parlons franc, parlons net. Les technocrates tiennent bien la queue de la poêle, tout le monde est d'accord là-dessus. Ces zigotos-là n'aiment pas les bobards, ils ont fait plus que jamais du parlement qui n'avait jamais été rien d'autre qu'une caisse de résonance une chambre d'enregistrement (tant mieux et tant pis).

Donc nos « technos » contrôlent tout, lancent des plans, tout est programmé. Ils paient les droits d'enregistrement. L'industrialisation grandissante a permis bien des choses.

Et aujourd'hui la plus grande partie de la population est tributaire et alloucaire de l'Etat. L'Etat presse, mais vache à lait en même temps de la découlent les diversités des revendications irréconciliables : trop souvent ceux qui hurlent contre l'impôt sont les mêmes qui réclament des subventions.

Nos bavards sur la touche, trop cancre pour être technocrates, après avoir bien installé l'Etat se réfugient dans les communes, les provinces et déguisent dessus timidement.

Gageons que bientôt l'Etat ayant besoin de réguler pour l'évolution de la société embauchera tout ce beau monde dans des parlements régionaux où ils jaseront à l'aise sur l'autogestion de la boule de l'escalier et l'influence de la Pop music sur les mœurs en touchant les jetons de présence.

L'Etat s'en fout, s'en contrefout.

Ils verseront des larmes de crocodile sur le dépassement des nombreuses villes, sur les industries en perte de vitesse, sur tout un tas de choses, comme la fermeture des mines ce dont chacun devrait se réjouir. C'est pas trop tôt ! « La mine fait crever les mineurs la mine crevera » faisait dire Zola à Souvarine dans son roman « Germinal ».

Mais nos bavards n'envisagent rien de moins que le dépeuplement de l'Etat, pour proposer leurs solutions de régulateurs.

Non sans quelques heurts la décentralisation concentrée pourrait-on dire prend forme sur le plan européen. C'est bien ce qui se passe en Italie, l'Allemagne est fédérale et le Marché Commun demande des structures identiques. Sommes pas contre le Marché Commun d'ailleurs.

Mais le fédéralisme prend une drôle de tournure c'est même rigolo.

Enfin ceux qui bêlent sur le fédéralisme nouvelle manière n'ont jamais été aussi centralisés sur tous les plans. Ils sont dans de sombres ténailles d'organisation.

Exemples : Les fédérations de parents d'élèves, la Fédération du parti socialiste, même la Fédération de boxe et l'inoubliable Fédération du parti communiste de la Seine. La Fédération syndicale mondiale s'effrite Prague (encore une commune boisée en passant) des chefs-d'œuvre en chef.

Enfin mise à part notre Fédération anarchiste ; d'ailleurs on n'y vote pas c'est une garantie.

Que penser des municipales, aujourdhui dans les mains des quarts Thiers, de banlieue ; les élections sont plus nombreuses qu'en 1871 et met les uns par dessus les autres à l'étage, il semble que la commune d'aujourd'hui n'est pas un lieu de création pour cheptel ; les enfants du parti n'y prend pas garde ; sur mille candidats à l'instruction, cinq cents dégués, trois cents bons à rien. Il restera bien deux cents pour marcher la boutique. Faut faire que elle ne sera pas jolie la commune demain.

Aujourd'hui les gardes nationaux sont bien morts, reste le garde champêtre quelquefois nommé appariteur.

Le bureau de bienfaisance est placé pour ainsi dire par la section sociale, tant mieux.

Au sujet de la bienfaisance nous conseillons aux vieux copains de s'inscrire sur les listes électorales. Ils ont vent avoir des besoins, de faire leurs vieux jours. Ils auront droit un sac de charbon à chaque électeur et parfois quelques briques.

Les curés sont toujours là, ils démentent. Aux dernières nouvelles ce qu'il paraît, c'est Jésus-Christ qui aurait fondé le P.S.U.

La bourse du travail, cette courante est noyée par les partis, par la mairie et de l'Eglise. Des fois que par exemple on ne sait jamais

Paul-Ernest CHENARD

le syndicat des cantonniers vient contrecarrer les décisions du pharmacien, mettre en doute sa fonction. Les communes peuvent devenir ainsi.

Enfin pour entretenir le citoyen bon état. Les douches municipales pour la propreté du corps et de l'esprit ; la société de clairon pour les pompiers, des maisons de jeunes vieillissent vite. La sarrête la mune. Ah si ! le maire est payé par Pétaïn et il touche en sus un pourcentage sur les travaux communaux en tant que fonctionnaire municipal, son devoir est de collaborer avec la police, etc.

Tout cela ne vaut pas un bulletin de vote ni un choix et surtout de voter sa peau pour la commune d'aujourd'hui.

Cela prouve au moins une chose il reste pas mal de boutot pour voirie, les boueux, les égroutiers sociaux sur la place de l'Hôtel-de-

# SPECIAL "COMMUNE"

## LETTRE OUVERTE DE LA FÉDÉRATION ANARCHISTE AUX CONSEILS MUNICIPAUX DE NANTES, REZÉ, ST-SÉBASTIEN-SUR-LOIRE.

1971 va marquer la commémoration de la Commune et, en particulier, de la Commune de Paris qui a fait naître un espoir de justice sociale dans les couches populaires.

1971 rappellera aussi la sauvagerie d'un pouvoir qu'aujourd'hui personne n'oserait défendre et qui a fait de la honte la plus grande et la plus durable de la bourgeoisie.

Aucun homme digne de ce nom ne peut lire le récit des événements de cette époque sans un pincement au cœur en comparant la route portée de l'œuvre accomplie en si peu de jours par des hommes lucides et généreux, et son anéantissement horrible par des brutes sanguinaires bénies par le cardinal de Bonnechose et conduites par Gallien, général de pacotille, et Thiers, « le Fourquet », se vantant d'avoir tué le socialisme, l'ignoble boucher

de Paris, le chef du pouvoir exécutif qui exécute comme son nom l'indique.

Les anarchistes ne sauraient tolérer que le nom de Thiers continue à insulter ceux qui ont lutté et ceux qui luttent encore pour la liberté et le progrès social.

En conséquence, ils vous demandent que les voies de nos cités portant le nom de Thiers portent désormais rue de la Commune de Paris, ou rue des Communards ou rue Louise-Michel.

Ils appellent les citoyens de ces cités et les organisations démocratiques à se joindre à eux pour faire aboutir cette revendication.

Le Groupe de la Fédération Anarchiste de Nantes.

« Ce spectacle affreux servira de leçon » (Thiers le Fourquet).

« Puisqu'il semble que tout cœur qui bat pour la liberté n'a droit qu'à un peu de plomb, j'en réclame ma part ! » (Louise Michel).

### JE SUIS ANARCHISTE

Si le pouvoir rend féroce, égoïste et cruel, la servitude dégrade ; l'anarchie sera donc la fin des horribles misères dans lesquelles a toujours gémi la race humaine ; elle seule ne sera pas un recommencement de souffrances et, de plus en plus, elle attire les cœurs trempés pour le combat de justice et de vérité.

L'humanité veut vivre et s'attachera à l'anarchie dans la lutte du désespoir qu'elle engendra pour sortir de l'abîme, c'est l'âpre montée du rocher ; toute autre idée ressemble aux pierres croulantes et aux touffes d'herbes qu'on arrache en retombant plus profondément. Il faut combattre non seulement avec courage, mais avec logique et il est temps que l'idéal réel, plus grand et plus beau que toutes les ficions qui l'ont précédé, se montre assez largement pour que les masses désorientées n'arrosent plus de leur sang des chimères décevantes.

Voilà pourquoi je suis anarchiste.

Louise MICHEL.

### Bref historique

## LE DRAPEAU ROUGE

Bien avant d'être le symbole de la résistance à l'autorité et à l'oppression, le drapeau rouge avait été, très longtemps l'insigne de la répression et de l'autorité armée. C'est ainsi que les Indiens de la plus haute Antiquité l'utilisaient comme insigne de combat (en sanscrit *Drapasa*, flamme, ce qui indique bien sa couleur). Notre oriflamme nationale de Saint-Denis était également rouge, couleur du combat, tandis que le drapeau blanc était, dès le Moyen Âge, arboré comme insigne de défaite pour demander grâce ou bien secours. Le labarum porté devant les empereurs romains était de pourpre pure, vieux souvenir des insignes de combat de l'ancienne Rome, etc.

Comme emblème révolutionnaire, le drapeau rouge étendard date tout simplement de 1792. Il était alors exécuté du peuple. L'Assemblée constituante, décréta par un cas de troubles et d'atrocités, un drapeau rouge serait arboré à la fenêtre principale de la maison commune et de la mairie et les places et rues par cet emblème parlant, un avertissement que la force allait être employée. Pourquoi le rouge ? Certainement parce que cette couleur avait été de temps immémorial consacrée à la puissance, à l'autorité suprême. Quoi qu'il en soit, ce signal qu'on fut arboré et promené par Louis XVI et La Fayette, lors des massacres du Champ de Mars.

Lors des conciliabules qui précéderent la révolution, le 9 août, on accorda au drapeau rouge pour en faire le signe de ralliement des combattants. Le Girondin Cerru y fit tracer cette inscription : Loi martiale au peuple contre la rébellion du pouvoir exécutif.

Sans doute par ironie, les révolutionnaires gardèrent ainsi sa signification au drapeau détesté, mais en le confisquant pour leur usage particulier, pour s'en servir à réprimer la royauté, qu'ils regardaient comme insurgée contre la Nation. Telle est la date, tel est le point de départ.

Plus tard, la tradition de cette origine

se perdit, mais le drapeau rouge n'en resta pas moins comme bannière de combat contre la royauté. Il constituait l'emblème sacré des sociétés secrètes du parti républicain.

Tout le monde sait qu'après février 1848, il faillit être adopté comme emblème national.

Alors que, dès le 24, le drapeau rouge flottait sur l'Hôtel de Ville et sur tous les bâtiments publics, Goudchaux et Lamartine firent adopter, le 25, le drapeau tricolore, pourtant dépopularisé par le règne de Louis-Philippe, par les cent mille hommes armés qui remplissaient la Grève.

En vain, le soir même, Blanqui publiait une proclamation qui se terminait ainsi : « Le peuple a arboré la couleur rouge sur les barricades, qu'on ne cherche pas à la flétrir. »

Elle n'est rouge que du sang généreux versé par le peuple et la garde nationale. Elle flotte, étincelante sur Paris, elle doit être maintenue.

Le peuple victorieux n'amènera pas son pavillon ! »

C'était déjà fait ! Le drapeau rouge fut ensuite celui des Communards et flotta 72 jours sur Paris. Après le 1er mai 1880, en mémoire des martyrs de Chicago, le drapeau rouge flottait lors de sanglantes manifestations annuelles. Il flottait encore lors des grèves gigantesques qui marquèrent la fin du XIX<sup>e</sup> siècle.

Hélas ! des partis politiques s'en sont emparés et l'on sait trop que, lorsqu'ils sont au pouvoir, le drapeau rouge a plutôt tendance à retrouver sa signification antique. Quant aux pays qui l'ont adopté comme emblème national, ils ne tolèrent pas que la classe ouvrière élève la moindre contestation, là encore le drapeau rouge reprend son visage d'antan.

Pauvre drapeau rouge !

**Bernard SALMON**

(D'après Louis COMBES : Episodes et curiosités révolutionnaires, Paris, Georges Deaux éditeur.)

## Pourquoi nous l'évoquons...

par Maurice LAISANT

Nos raisons de célébrer le centenaire de la grande aventure sociale que fut la Commune sont multiples, différentes d'aspect sans doute, mais émanant d'un même esprit et inspirées par un même idéal.

La première est d'ordre moral, d'une morale qui est la nôtre et qui fait que le souvenir de ceux qui nous ont précédés, qui nous ont ouvert la voie, qui, à contre-courant de leur temps, en opposition à l'esprit mesquin, étroit et rétrograde de leurs contemporains, ont tenté d'apporter une lumière dans les cerveaux et des rapports plus humains entre les hommes, il est normal que leur souvenir demeure fidèle à nos cœurs.

Nous ne sommes pas des chefs de partis ou d'états-majors, et pour nous le militant est d'abord un homme, avec son courage et ses faiblesses, ses audaces et ses hésitations, ses vues prophétiques et ses errements, et nous ne nous contraindrons jamais à juger ceux qui sont tombés dans une lutte qui est la nôtre comme les pions d'un échiquier, ou les effectifs d'un régiment dont on classe le dossier au lendemain d'une bataille.

Cette seule raison, dont le sentimentalisme fera peut-être sourire ceux qui jugent moins humainement des choses, justifierait à elle seule que le nom des communards (je dis bien des communards, de tous les communards, même de ceux qui ne s'appellent ni Varlin, ni Louise Michel) ne soit pas abandonné à l'oubli.

Un autre motif s'adjoint au premier : celui de rétablir la vérité, de laver nos camarades de tous les mensonges, de toutes les calomnies et même de toutes les déformations propagées, non seulement par leurs adversaires, mais aussi par ceux qui prétendent hypothéquer leur mémoire et qui, sous les plis du drapeau des Versaillais, se proclament leurs héritiers.

Nous voulons la vérité, non pas une vérité sur mesure, laudatrice d'un parti ou d'un mouvement, mais d'une vérité qui ne s'embarasse pas de considérations politiques et à qui force est de reconnaître que, dans le bouillonnement de ce que fut la Commune, les tendances les plus diverses se rejoignent : quarante-huitards, franc-maçons, blanquistes, internationalistes (on ne disait pas encore anarchistes à l'époque).

A part Marx et les siens dont la correspondance est édifiante à ce sujet, qui souhaitaient la victoire de Bismarck, qui dénonçaient l'absurdité du principe des communes fédérées, contraires à leur esprit centraliste, combien d'entre nous

peuvent se réclamer de la grande aventure de 1871 ?

Etant de ceux-là, nous avions le droit et plus encore le devoir de ne pas abandonner au bénéfice des seuls qui devraient observer le silence dans ce domaine, le monopole d'une histoire qui ne leur appartient en rien et la possibilité d'en donner une version de leur cru.

Rien dans tout cela ne saurait être taxé de nécromancie, nous aimons trop la vie pour cela, mais précisément les communards sont vivants — beaucoup plus vivants que les neuf dixièmes des fantômes d'humanité qu'il nous est donné de côtoyer, il suffit pour nous en assurer d'ouvrir « L'Histoire de la Commune » de Lissagaray ou de relire « L'Insurgé » de Vallès.

La troisième et dernière raison de notre commémoration, intimement liée à la précédente, est celle de la propagande.

Nous n'en rougissons pas et nous pensons, tout au contraire, que le plus grand respect que nous pouvons témoigner envers ceux de la Commune est de ne pas la laisser sans descendance, de savoir, comme elle, condamner l'injustice sous toutes ses formes, proclamer la légitimité de la révolte, la nécessité de la remise en question de tous les systèmes et de toutes les théories et, comme elle, si l'occasion s'en présente, de réaliser ou de tenter de réaliser la grande fédération des hommes que la liberté aura faits plus humains et devant qui seront tombées les frontières sociales, morales et religieuses.

Nous n'avons pas attendu la coïncidence d'une date pour évoquer la Commune, analyser son déroulement et tirer profit de son expérience (la lecture de la collection du « Monde libertaire » en fait foi).

Mais ce serait faire montre d'un conformisme à rebours que de nous condamner au silence précisément parce que 1971 marque le centenaire d'une révolution qui, la première dans l'Histoire, n'est pas celle d'un parti, d'une classe, d'une faction, mais au contraire prétend à la libération de tous, d'une révolution qui ne dresse pas au pinacle quelques grands noms : futurs tyrans, mais qui invite tous les hommes, toutes les femmes, à se sentir partie prenante dans l'édification d'un nouveau monde.

Voie tracée vers les révolutions à venir, sa courte histoire est assez exaltante pour que ceux dont le cœur bat encore se sentent concernés et commémorent son souvenir.

### A PARAÎTRE TRÈS PROCHAINEMENT

## « LA RUE » n° 10

Revue culturelle, littéraire, d'expression anarchiste

éditée par le groupe libertaire Louise-Michel

Une revue copieuse, format 15x24 cm - 100 pages, reliée. Impression en Offset, couverture carte couchée deux faces en couleur.

La Commune a cent ans ! Les politiciens à l'affût des événements majeurs du mouvement ouvrier susceptibles de nourrir les grandes électorales s'approprient à déformer ce grand tournant de l'évolution ouvrière. LE GROUPE LIBERTAIRE LOUISE-MICHEL a décidé que ce numéro de la rue sera un numéro spécial sur

### LA COMMUNE

Tous les numéros de « LA RUE » depuis sa parution sont en vente à la librairie Publico

Abonnement : 4 numéros 22 F - Abonnement de soutien et « étranger » : 4 numéros : 30 F. Prix : 6 F l'exemplaire  
Tous renseignements utiles à la Librairie Publico

# COMMUNE DE LYON

CITOYENS,

Nous allons remettre au suffrage universel le mandat révolutionnaire que nous tenons de votre acclamation. Nous croyons avoir fait notre devoir. Premiers à la tâche, à cette rude tâche de remédier au passé et d'affirmer l'avenir, nous n'avons pu en accomplir qu'une partie ; que ceux qui nous suivront la continuent, que la Révolution désormais indiscutable, inaliénable, Fâchève !

Nous sommes prêts à rendre compte de nos actes ; nous n'avons pas menti aux devoirs et aux droits que le Peuple nous a confiés. Les mandataires des élections prochaines trouveront devant eux, sûre et libre, la voie ouverte pour la Révolution du 4 septembre.

La défense nationale s'organise. — Les négociations et les refus de l'ancien pouvoir, traités à la patrie, sont démentis et domptés. — L'œuvre se complétera.

Nous ne pouvons douter que le souffle patriotique qui anime le peuple, qui anime le Comité de salut public, n'anime de même les nouveaux élus. Qu'ils se souviennent que la population lyonnaise a jeté son défi aux hordes insolentes du Nord, que les ennemis prendraient-ils Paris, qu'ils ne prendront pas, n'auraient pas par ce seul fait pris la France, se heurtant à la province armée et énergique, et que l'ancien drapeau national vaincu, ils verraient encore debout le drapeau de la Commune et de la Fédération !

Les jours de désastre passés, les heures sombres ne comptant plus que dans le souvenir de l'histoire qui juge, la paix reconquise doit nous trouver mûrs pour l'œuvre révolutionnaire qui est de tous les jours, de toutes les heures. C'est là la tâche éternelle que nous n'avons pas oubliée, malgré les brusques exigences du présent.

La société était en danger comme la patrie. Sauvons la patrie, mais sauvons aussi la société, qui marchait à l'abîme !

Ne retombons pas dans les mêmes errements d'état, d'église, de police, d'administration, qui nous ont assez compromis et dont l'épreuve est faite. Luttons contre la sanglante barbarie armée et contre une prétendue civilisation sans justice !

Citoyens,

Deux lois seules survivent : le dévouement à la Patrie et le suffrage universel.

Au combat et au vote ! Et que l'un et l'autre affirment la France et la Révolution !

VIVE LA REPUBLIQUE !

## Les Membres du Comité de salut public :

Chepié, Despeignes, Langlade, Vincent Guillaume, Carlot, Barodel, Baudy, Gros, Bonnel, Tissot, Duguerry, Vaille, Chapitel, J.-B. Chanoz, Laurent, Cannet, J.-B. Grinaud, Roux, Chol, Chaveroi, Michaud, Verrières, Maire, Barthélemy Garnier, Clair, Gauguet, Charvay, Comte, Michaloux, Henry, Louis Andrieux, Lentillou, Hénon, Durand, Grosbois, Favier, Maynard, Chanoz, Castanier, Soubiral, Beauvoir, Perret, Crestin, Guillerme, Léonard, Fournier, Bouvatier, Velay, Gandy, Bossigneux, Bruyal, Jacques Ychalette, Bergeron, Vindry, Monfoulloux, Marillier, Ralin, Belon, Collin, Borel, Chavant, Verat, Didier, Garel, Jeannin, Vellot, Fouillat, F. Varambon, Pierre Garnier, Charvel, Palix, Taccusel, André Fournier, Vallier, Lombail.

Affiche rédigée en septembre 1870 par le proudhonien Geret, la Commune de Lyon avait proclamé la République huit heures avant Paris. (Collection de M. Rude).

# L'INTERNATIONALE

par Eugène Pottier

« L'Internationale » est un poème qui exprime dans ses six couplets les conceptions essentielles du monde socialiste. L'amputer, en changer le texte, c'est commettre une goujaterie sans nom envers son auteur et envers l'idée qu'elle représente dans ses strophes, où Eugène Pottier a condensé le meilleur de son idéal de socialiste et de révolté. »

H. D.

« Au citoyen Gustave Lefrançais, membre de la Commune. »

C'est la lutte finale :  
Groupons-nous, et demain,  
L'Internationale  
Sera le genre humain.

I

Debout ! les damnés de la terre !  
Debout ! les forçats de la faim !  
La raison tonne en son cratère,  
C'est l'éruption de la fin.  
Du passé faisons table rase,  
Foule esclave, debout ! debout !  
Le monde va changer de base :  
Nous ne sommes rien, soyons tous !

II

Il n'est pas de sauveurs suprêmes :  
Ni Dieu, ni César, ni tribun,  
Producteurs, sauvons-nous nous-mêmes !  
Décrétons le salut commun !  
Pour que le voleur rende gorge,  
Pour tirer l'esprit du cachot,  
Soufflons nous-mêmes notre forge,  
Battons le fer quand il est chaud !

III

Hideux dans leur apothéose,  
Les rois de la mine et du rail  
Ont-ils jamais fait autre chose  
Que dévaliser le travail ?  
Dans les coffres-forts de la bande  
Ce qu'il a créé s'est fondu.  
En décrétant qu'on le lui rende,  
Le peuple ne veut que son dû.

IV

L'Etat comprime et la loi triche ;  
L'impôt saigne le malheureux ;

Nul devoir ne s'impose au riche ;  
Le droit du pauvre est un mot creux.  
C'est aussi languir en tutelle,  
L'Égalité veut d'autres lois ;  
« Pas de droits sans devoirs, dit-elle,  
Egoux, pas de devoirs sans droits ! »

V

Les rois nous soulaient de fumée,  
Paix entre nous, guerre aux tyrans !  
Appliquons la grève aux armées,  
Crosse en l'air et rompons les rangs !  
S'ils s'obstinent, ces cannibales,  
A faire de nous des héros,  
Ils savent bientôt que nos balles  
Sont pour nos propres généraux.

VI

Ouvriers, paysans, nous sommes  
Le grand parti des travailleurs ;  
La terre n'appartient qu'aux hommes,  
L'oisif ira loger ailleurs.  
Combien de nos chairs se repaissent !  
Mais, si les corbeaux, les vautours,  
Un de ces matins, disparaissent,  
Le soleil brillera toujours !

Réfrain

C'est la lutte finale :  
Groupons-nous, et demain,  
L'Internationale  
Sera le genre humain.

Paris, juin 1871.

« Le chant universel du socialisme a fait le tour du monde. Certains ont tenté de le plier à leurs fins politiques, étiquées, mais il est trop compromettant pour servir de dessein fossyoreux des révolutions. Chaque fois que l'on a voulu l'utiliser pour des fins inavouables, il s'est dressé contre les prétentions stupides de ces renégats. Il a rompu les amarres qui prétendaient entraver sa force dynamique. Il faussa compagnie aux importateurs, toujours il réservera de durs lendemains à tous ceux ne font que chantonner ces paroles de Pottier, si pleines de révoltes à venir. »

HEM DAY.

Le Monde Libertaire

page 6

# Edouard MOREAU

un livre de Marcel CERF

1971 est « l'année de la Commune » et nombreux sont ceux qui vont consacrer à la mode du millésime, quitte, l'an prochain, à nous entretenir du ragot du jour.

Tel n'est pas le cas de Marcel Cerf, arrière-petit-neveu du communard Guillaume, passionné de longue date de la grande épopée de 1871, et à qui nous devons déjà un ouvrage sur Lisbonne : « Le d'Artagnan de la Commune. »

Aujourd'hui, c'est une autre personnalité de premier plan : Edouard Moreau, cependant assez méconnu, sur lequel l'auteur tente de faire la lumière.

Malgré l'enthousiasme que Marcel Cerf montre à s'en faire l'avocat, je ne peux résister à certaines réticences.

Certes, le personnage n'est pas sans intérêt, mais, précisément, il s'attache plus par sa situation d'homme, déchiré dans sa vie intime, que par ses positions sociales assez flottantes.

Son évolution est sans doute reconfortante, et prouve les disponibilités de l'individu à son propre insu.

Mais cette capacité révolutionnaire qu'un soulèvement peut susciter, Edouard Moreau ne la nie-t-il pas par ses prises de position ?

Ne la nie-t-il pas, lorsqu'il redoute les écrits « ultra-révolutionnaires » de Rochefort qui risquent « d'effrayer la bourgeoisie et discréditer la République », lorsqu'il écrit : « On a donné des droits au peuple, avant de le rendre capable de s'en servir... »

Eternelle erreur, commise avant et après lui, et qui méconnaît que les droits à la liberté s'acquerraient dans l'exercice même de cette liberté.

Combien l'auteur a raison d'ajouter : « Il se trompe, car le peuple sait prendre les mesures que les circonstances imposent... »

Ici le jugement d'Edouard Moreau, antérieur à la Commune, n'est-il pas démenti par son propre cas, lui l'ancien bonapartiste, le timide républicain, qui participera à la Commune,

qui, prenant conscience de la question sociale, écrira : « Travaillons, ne vous y trompez pas, c'est la grande lutte, c'est le parasitisme et le travail, l'exploitation et la production qui sont aux prises. »

Sachons-lui gré de son incontestable désintéressement, de son refus de se présenter au suffrage des Parisiens qu'il exprime par ces mots dans le « Cri du Peuple » : « Je ne suis pas assez connu dans la démocratie pour n'avoir pas besoin de donner un gage de bonne foi avant d'accepter une nouvelle mission. » Sachons-lui gré de sa probité au lendemain du 18 mars : « Nous disons au peuple, mon maître tu t'es fait libre. Obscur et à quelques jours, nous allons rentrer obscurs dans nos rangs, et montrer aux gouvernants que l'on peut descendre, la tête haute, les marches de l'Hôtel de Ville avec la certitude de trouver en bas l'étrémité de la loyale et robuste main. »

Sachons-lui gré encore de ses positions tactiques et stratégiques vis-à-vis de Versailles. N'est-il pas de ceux qui, dès le départ, avaient proposé Dombrowski à la tête des troupes de la Commune et qui se plaignaient de palabres retardant la défaite de Thiers et de son équipe ?

Mais la Commune, redoutant, peut-être, la redite d'un Napoléon, craignait d'abandonner ses pouvoirs militaires aux mains d'un homme d'un comité.

Mais ce qui attache plus que le reste à la personnalité d'Edouard Moreau, c'est le drame intérieur d'un homme dont le ménage vacille, dont l'instinct paternel est hors du commun, qui nourrit un amour idéal et platonique pour celle qui le suivra jusqu'à la porte de la caserne (qui devait être celle de son supplice) c'est le drame d'un homme pour qui la Commune a peut-être été le prétexte merveilleux à un suicide passionné, où il a jeté sa vie, sans connaître d'avantages ou d'inconvénients.

Maurice LAISANT

## ★ DISQUES

par J.-F. STAS

# Chantons « La Commune »

Le support de papier imprimé (on ne le glorifiera jamais assez) et des générations de chanteurs ont rapporté jusqu'à nous les chansons de jadis. La chanson est vivante, elle se transmet facilement pour peu que des hommes et des femmes, pour qui elle est un culte naturel, la soutiennent de leur voix et de leur passion. De nos jours, elle a la chance de posséder pleinement un complice intime qui palie grandement l'abandon populaire dont elle est victime : je veux parler bien sûr du microsillon. Aujourd'hui, si l'on chante moins, on écoute davantage et l'on met en conserve, comme du vin en cave, les chansons des grands crus (les autres aussi, hélas !).

Cette année, entre le 18 mars et le 28 mai, il y aura 100 ans que la tragique date de la « Commune de Paris » fut consommée. A cette occasion, des disques ont été publiés, notamment AZ, une marque qui ne manque pas de panache, vient de mettre en vente un bel album contenant deux disques (23 chansons au total) sous le titre « La Commune en chantant » et la référence disques AZ STEC LP 89. La plupart des chansons de la « Commune » sont rassemblées ici.

Généreusement interprétées par Mouloudji, Francesca Solleville, Armand Mes-

tral, « Les Octaves » et le « Madrigal » de l'île-de-France, ces chansons illustrent fidèlement tout ce que nous connaissons de la Commune. Les arrangements musicaux et la direction des chœurs et de l'orchestre sont dus à Gaby Wagnant, qui, une fois de plus, se joue avec maestria d'une tâche difficile.

Je mentionnerai tout spécialement les interprétations d'une Francesca Solleville pleine de foi que l'on sent vibrer à chaque phrase. Tous les artistes sont à féliciter, ils ont brillamment fixé dans le disque des archives sonores qui raviveront bien souvent nos raisons de lutter.

Pour mémoire, rappelons le bon disque de Marc Ogeret : « Autour de la Commune » (Vogue), qui contient la version intégrale de « L'Internationale » et celle des Quatre Barbus : « la Commune » est contée par les chansons » (SERP) qui nous avons commenté ici dans notre numéro de janvier.

N.B. — La mois dernière, nous avons annoncé la parution du disque « Chants compagnonniques ». En réalité, il y a deux disques de même importance avec la même interprétation et d'une présentation à peu près similaire mais évidemment les chansons diffèrent, ce qui élargit d'autant le répertoire des « compagnons ».

Tous ces disques sont bien entendu en vente à notre librairie PUBLICO, 3, rue Tenaille, PARIS (9<sup>e</sup>).

## Préambule aux statuts de l'Internationale

Considérant :

que l'émancipation des travailleurs doit être l'œuvre des travailleurs eux-mêmes ;

que l'assujettissement du travailleur au capital est la source de toute servitude : politique, morale, matérielle ;

que pour cette raison, l'émancipation économique des travailleurs est le grand but auquel doit être subordonné tout mouvement politique ;

que tous les efforts faits ont échoué, faute de solidarité entre les ouvriers de diverses professions dans chaque pays et d'une union fraternelle entre les travailleurs des diverses contrées ;

les soussignés, membres du Conseil élus par l'assemblée tenue le 28 septembre 1864, à Saint Martin's Hall, à Londres, ont pris les mesures nécessaires pour fonder l'Association internationale des travailleurs.

Mon ar...  
par exce...  
qu'on célé...  
mune, il...  
didé...  
« On a...  
de Navarr...  
en répon...  
sous le tit...  
C'est dire...  
à l'écran...  
une supe...  
appeler L...  
l'occasion...  
le Commu...  
— Mon...  
existe de...  
Commune...  
exactemen...  
traite ni e...  
film du ci...  
nous...  
— C'est...  
lure. Volei...  
ploit de l...  
— La cac...  
— La Co...  
mée ?  
— Je p...  
écrasemen...  
devrait a...  
prise de...  
entière —  
préfère...  
semaines...  
sept cano...  
marite re...  
siens, les...  
étaient ce...  
propiété...  
— Votr...  
rait en ef...  
Hollywood...  
infidélité...  
— E p...  
le sang ;  
dies qui...  
son point...  
assassinat...  
si terrible...  
— Il ne...  
mune, ch...  
cent quat...  
c'est perm...  
même les...  
loyal d'en...  
Thiers a...  
mille indi...  
officiel, e...  
certains...  
Castelot ;  
fort).  
— Eh b...  
Clau...  
PRE...  
Paris...  
montant...  
vront...  
situation...  
Les pi...  
été la s...  
Mont de...  
et de la...  
s'imagin...  
ménage...  
nent tar...  
séparés...  
vent dis...  
Versa...  
pension...  
La fe...  
séparati...  
valables...  
La pr...  
risation...  
elles-m...  
Interd...  
régulier...  
interd...  
tements

# Un sujet ignoré des scénaristes

Mon ami Godelure est le type naïf par excellence. Ayant entendu dire qu'on célébrait le centenaire de la Commune, il me posa cette question can- dide :

« On a fait un film intitulé Les Canons de Navarone, où ça pétaït sec, je vous en réponds. On en a fait un autre sous le titre : Les Canons de Cordoba. C'est dire si les canons ont du succès à l'écran. Pourquoi n'a-t-on pas tourné une superproduction qu'on aurait pu appeler Les Canons de Montmartre ? L'occasion était belle de nous montrer la Commune au cinéma. »

— Mon cher, lui dis-je, le cinéma existe depuis soixante-dix ans, et la Commune est un sujet tabou, ou plus exactement maudit, qu'on n'a jamais traité ni en bien ni en mal dans aucun film du circuit commercial projeté chez nous.

— C'est incompréhensible, dit Godelure. Voilà pourtant un magnifique exploit de l'armée française, et on nous le cache comme si l'on en avait honte.

— La Commune, un exploit de l'armée ?

— Je parle de sa répression, de son écrasement, ou plutôt de ce qu'on devrait avoir le courage d'appeler la prise de Paris. Pensez que la France entière — la France en-Thiers si vous préférez — a tremblé pendant des semaines sous la menace de ces vingt-sept canons que les fédérés de Montmartre refusaient de livrer aux Prussiens, lesquels, par droit de victoire, en étaient cependant devenus les légitimes propriétaires.

— Votre point de vue, Godelure, pour- rait en effet intéresser un cinéaste de Hollywood où l'on n'en est pas à une infidélité près avec la vérité historique.

— Et puis, le public aime le feu et le sang : il serait servi, avec ces incendies qui dévoraient à Paris brûlé-t-il ? son point d'interrogation, et tous ces assassinats commis par la Commune et si terriblement spectaculaires.

— Il ne faut rien exagérer : la Commune, chiffre officiel, a exécuté quatre cent quatre-vingts personnes. On peut, c'est permis, regretter ces meurtres, et même les condamner, mais il est déloyal d'en majorer le chiffre. Tandis que Thiers a fait ou laissé fusiller dix-sept mille individus selon, là aussi, le chiffre officiel, et beaucoup plus au dire de certains (vingt mille, suivant André Castelot ; trente-cinq mille, écrit Rochefort).

— Eh bien ! on mettrait l'accent sur

les prouesses versaillaises, sur les épi- sodes sanglants de cette héroïque recon- quête, par les troupes loyalistes, d'une capitale insurgée, il y a en Espagne, près d'Almeria, d'immenses studios en plein air où l'on pourrait tourner cette magnifique scène martiale... avec l'ar- mée espagnole comme personnel de figuration.

— Elle est en effet tout indiquée pour jouer un rôle de cette sorte.

— A propos de rôle, il conviendrait de donner aux communards des trognes affreuses, d'engager par exemple Lee Marvin pour incarner Rigault, ou encore Karl Malden pour jouer Jourde. Il ne faudrait pas que la censure puisse reprocher aux producteurs de les avoir faits sympathiques.

— Vous voudriez sans doute qu'on présente Jean-Baptiste Clément sous les traits de la « Créature » de Franken- stein, et qu'on donne à Thiers la stature de Maciste. Vous êtes un falsificateur- né, Godelure. Les communards...

— Bah ! Ces voleurs et ces bandits (ce sont les termes employés par la presse des honnêtes gens de l'époque) ne méritent aucun ménagement.

— Ces voleurs... voilà qui est vite dit. Vous venez de parler de Jourde. Savez-vous qu'« il géra honnêtement (écrit M. Georges Hourdin) les fonds mis à sa disposition et respecta le trésor de la Banque de France » ?

— Oui, mais ça, au cinéma, ça n'est pas assez dynamique pour faire vibrer le spectateur.

par P.-V. BERTHIER

— Quant à... ces bandits... Le même Rigault, dont vous parlez, et à qui l'on reproche des ordres sanguinaires, mourut d'une façon que vous devriez trou- ver sublime... encore qu'on en ait au moins deux versions.

— Dites voir.

— Le même André Castelot que je vous ai cité et qui n'est pas tendre pour la Commune, raconte ainsi la chose. Je pusai dans ma bibliothèque Le Grand siège de Paris et j'y lus ceci, pages 358-359 :

« Rigault apparaît. — Me voilà, c'est moi.

« Les Versaillais ne savent pas qui ils arrêtent. Au coin de la rue Royer- Collard, un colonel s'interpose : — Qui est cet homme ?

« Le prisonnier s'avance. — Je suis « Raoul Rigault, procureur de la Com- mune de Paris.

« Calmement, l'officier tire son revol- ver. — Ah ! vous êtes Raoul Rigault,

« eh bien ! criez : A bas la Commune !

« — Vive la Commune ! A bas les assassins ! répond Rigault.

« Le colonel vise soigneusement et « tire. Rigault s'écroule. »

Godelure hoche la tête :

— Pas mal. Et l'autre version ?

— L'autre version est celle de cette canaille de « monsieur » Claude, qui fut chef de la Sûreté. Extraordinaire, celle-ci, bien que suspecte, vu son origi- ne.

Dans les Mémoires (contestés) de M. Claude, je détachai et je lus à Gode- lure le passage où le policier raconte comment Rigault sauva la vie de son propriétaire en se livrant aux soldats — lui qui était l'ennemi des proprié- taires et de la propriété privée — plu- tôt que de laisser commettre une injus- tice :

« L'officier fit cerner et fouiller la maison. On prit d'abord le propriétaire de l'hôtel pour celui qu'on recherchait. En entendant qu'on le poursuivait, Ri- gault monta au sixième étage. Le malheureux propriétaire, étant pris pour lui, le rejoignit et lui cria : — Rendez- vous, ou je suis fusillé à votre place ! — Alors, lui répondit Rigault, faites comme moi, fuyez sur les toits.

« Le propriétaire se refusa à cette

théâtre ; mais, dit-il, elle était trop favorable aux communards, bien que venant d'un haut fonctionnaire de la police. La censure la trouverait peut-être subversive.

Je croyais en avoir fini avec Godelure et la Commune quand tout à coup il me posa cette colle :

— A votre avis, pourquoi n'y a-t-il pas eu de Commune de Paris en 1940 ? Là aussi, les canons ont été livrés aux Prussiens.

Sans doute. Je me remémorais les grosses pièces d'artillerie entreposées à Neuilly-Pailloux et qui, n'ayant jamais servi, furent, dès l'arrivée des troupes hitlériennes, emmenées par voie ferrée vers les prochains fronts allemands... Je les avais vues partir, et n'avais point imaginé que des fédérés pussent alors intervenir pour les arracher aux vain- queurs...

Mais je n'en parlai pas à Godelure et je lui dis simplement :

— Mon cher, il est déjà bien difficile d'établir avec exactitude comment cer- tains événements se sont passés. Si, de surcroît, il faut dire pourquoi certains autres faits n'ont pas eu lieu... alors, l'histoire devient un casse-tête impos- sible et M. Castelot lui-même risque de donner sa démission.

## Chambre Syndicale des Ouvriers Tailleurs et Scieurs de Pierres

CITOYENS,

Nous devons nous demander si nous, producteurs, nous continuerons à faire vivre grassement ceux qui ne produisent rien ; si le système que l'on a suivi jusqu'ici est destiné à exister toujours, alors même qu'il nous est complètement opposé...

Nos patrons ne songent en ce moment qu'à profiter de notre misère, pour nous exploiter encore davantage, si cela est possible.

Si nous savons nous entendre, nous mettrons un frein à leurs basses rapacités.

A cet effet, nous convoquons les ouvriers tailleurs et scieurs de pierres à une réunion qui aura lieu le jeudi 23 mars 1971, à midi, 6, place de la Corderie-du-Temple.

## Classiques de la Commune

### PREMIERS JOURS DE LA COMMUNE LES MESURES LA VIE A PARIS

Paris respirait ! Ceux qui, pendant la marée montante, regardaient venir les flots qui couvraient leur asile sont dans une semblable situation. Lentement, sûrement, Versailles venait.

Les premiers décrets de la Commune avaient été la suppression de la vente des objets du Mont de Piété, l'abolition du budget des cultes et de la conscription ; on s'imaginait alors, on s'imaginait peut-être encore, que le mauvais ménage, l'Eglise et l'Etat, qui derrière eux traînaient tant de cadavres, pourraient jamais être séparés ; c'est ensemble seulement qu'ils doivent disparaître.

La confiscation des biens de mainmorte, des pensions alimentaires pour les fédérés blessés en combattant réversibles à la femme, légitime ou non, à l'enfant, reconnu ou non, de tout fédéré tué en combattant.

Versailles se chargea par la mort de ces pensions-là.

La femme, qui demandait contre son mari la séparation de corps, appuyée sur des preuves valables, avait droit à une pension alimentaire. La procédure ordinaire était abolie, et l'auto- risation donnée aux parties de se défendre elles-mêmes.

Interdiction de perquisitionner sans mandat régulier.

Interdiction du cumul et le maximum des trai- tements fixé à 6 000 francs par an.

Les émoluments des membres de la Com- mune étaient de 15 francs par jour, ce qui était loin d'atteindre le maximum.

La Commune décida l'organisation d'une chambre du tribunal civil de Paris.

L'élection des magistrats, l'organisation du jury et le jugement par ses pairs.

On procéda immédiatement à la jouissance des ateliers abandonnés pour les sociétés de travail.

Le traitement des instituteurs fut fixé à 2 000 francs.

Le renversement de la colonne Vendôme, symbole de force brutale, affirmation du des- potisme impérial, fut décidé, ce monument étant attentatoire à la fraternité des peuples.

Plus tard, afin de mettre un terme aux exé- cutions de prisonniers faites par Versailles, fut ajouté le décret sur les otages pris parmi les partisans de Versailles (ce fut, en effet, la seule mesure qui ralentit les tueries de pri- sonniers ; elle eut lieu tardivement, lorsqu'il devint impossible sans trahir de laisser égorgé les fédérés prisonniers). La Commune interdit les amendes dans les ateliers, abolit le serment politique et professionnel, elle fit appel aux savants, aux inventeurs, aux artistes. Le temps passait toujours, Versailles n'en était plus au moment où la cavalerie n'avait que des ombres de chevaux. M. Thiers choyait, flattait l'armée dont il avait besoin pour ses hautes et basses œuvres.

Les objets déposés au Mont de Piété pour moins de 25 francs furent rendus.

On voulait abolir comme trop pénible le tra-

vail de nuit dans les boulangeries, mais soit par longue habitude, soit qu'il fût réellement plus rude encore de jour, les boulangers pré- férèrent continuer comme autrefois.

Partout s'agitait une vie intense. Courbet dans un chaleureux appel disait : « Chacun se livrant sans entraves à son génie, Paris doublera son importance. Et la ville interna- tionale européenne pourra offrir aux arts, à l'industrie, au commerce, aux transactions de toutes sortes, aux visiteurs de tout pays un ordre impérieux, l'ordre par les citoyens qui ne pourra pas être interrompu par les pré- tentes de prétendants monstrueux. »

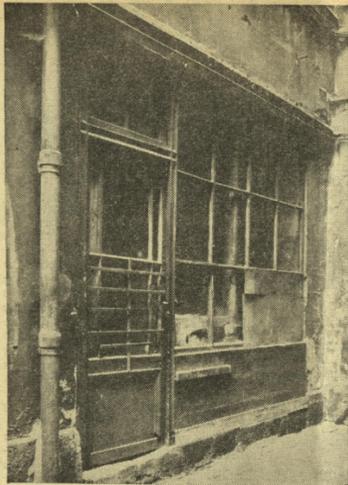
« Adieu le vieux monde et la diplomatie. »

Paris, en effet, eut cette année-là une expo- sition, l'exposition des morts. Plutôt cent mille que trente-cinq mille cadavres furent étendus en une morgue immense dans le cadre de pierre des fortifications.

A l'académie des sciences, les savants discu- taient en paix, sans s'occuper de la Commune qui ne pesait pas sur eux.

Le docteur Ducaine s'occupait de la nostal- gie morale sur laquelle les remèdes moraux étaient plus puissants que les autres, il aurait pu y joindre les hantises de peur, la soif de sang des pouvoirs qui s'écroulent.

Louise MICHEL  
Extraits de « La Commune,  
Histoire et Souvenirs »,  
Tome I



Premier local à Paris de l'Internationale, 44, rue des Gravilliers

De multiples organisations politiques ou humanitaires s'apprentent à commémorer la Commune de Paris. Ces soixante-douze journées marquèrent la fin d'une époque qui fut celle des insurrections de caractère sentimental ou la justice, le droit et la liberté eurent une part prépondérante et en verront naître une autre qui se vaudra économique, rationnelle, scientifique. Et même si, avant la Commune, Proudhon et Marx avaient déjà jeté les bases du mouvement révolutionnaire moderne, même si les réflexes sentimentaux et romanesques n'ont pas complètement disparu de nos jours, on peut prétendre que née d'une liesse quarante-huitarde que dominèrent le tumulte, le débrailé et la barricade, la Commune s'achèvera dans une tentative d'organisation rationnelle de la société et par une tuerie qui serait la préface aux affrontements révolutionnaires modernes.

On connaît mal la Commune. Les hommes qui se réclament d'elle se bornent à populariser ceux de ses aspects qui coïncident avec leurs intérêts ou leur préoccupation politique du moment. Trop souvent, on prétend y voir l'aboutissement de desseins longuement médités, de réflexions théoriques mûries. Ce n'est pas vrai ! Et il n'est pas souhaitable que les anarchistes emboîtent le pas à des partis politiques qui se livrent à une démagogie effrénée et qui prétendent l'accaparer, car, en dehors de quelques avantages momentanés qu'une telle attitude procure, on risque d'ignorer les grandes leçons qui se dégagent de la Commune et qui justement tiennent à son caractère hybride, aux improvisations parfois géniales auxquelles il fallut recourir pour organiser la grande ville, aux ajustements parfois laborieux de théories contradictoires, alors que naît une économie nouvelle qui bouleversera la société romantique. Et justement sur un palier différent, bien entendu, les classifications politiques et idéologiques comme les mutations économiques de notre époque sont similaires à celles qui secouèrent la fin du Second Empire. Nous vivons, comme les Communards, à une époque charnière, et plutôt que de ramener à soi ce qui appartient au passé, il est préférable de l'examiner objectivement afin d'en tirer les leçons profitables pour notre mouvement anarchiste.

### les hommes qui firent la Commune !

L'insurrection du 18 mars est née en marge des organisations révolutionnaires, même si certains militants ouvriers y prirent part. Les blanquistes sont désorganisés par l'emprisonnement de leurs chefs. Les hommes de l'Internationale restent dans l'expectative. Seul ce qui reste du jacobinisme quarante-huitard sera mêlé à travers le Comité central à l'insurrection. C'est son esprit qui anime la garde nationale. Les manifestations périodiques qui, depuis la chute de l'Empire, se succèdent et qui ont décapité le mouvement ouvrier et révolutionnaire ont donné aux Jacobins l'occasion d'une revanche contre

cette bourgeoisie libérale qui, après avoir été au pouvoir sous Louis-Philippe, pendant la II<sup>e</sup> République et sous le Second Empire, s'apprête à confisquer la République. Derrière Félix Pyat, Delescluze, Flourens et quelques autres, ils livrent une lutte sans merci à la République des « Jules » : Jules Simon, Jules Ferry, Jules Favre, etc.

Au cours de ces journées de mars décisives, qui précèdent l'insurrection, la garde nationale a pris conscience de sa force. Deux proclamations ont donné sa mesure : la première déclare : « La garde nationale ne reconnaît pour chefs que ses élus » ; la seconde : « La garde nationale proteste contre toute tentative de désarmement et déclare qu'elle y résistera au besoin par les armes. L'instrument est en place. Pourtant l'émeute viendra de la rue. Louise Michel nous a laissé un vivant récit de ces heures tragiques. Thiers a décidé de faire enlever les canons entreposés à Montmartre. L'alarme est donnée. Le comité de vigilance se réunit. Mais écoutons la bonne Louise :

« Dans l'aube qui se levait on entendait le toc-sin ; nous montions au pas de charge, sachant qu'au sommet il y avait une armée rangée en bataille. Nous pensions mourir pour la liberté. On était comme soulevés de terre. Nous morts, Paris se fût levé. Les foules à certaines heures sont l'avant-garde de l'océan humain.

proudhonisme, on aurait tort de croire que chacun des participants ces tendances se nettement tranchées ; et c'est Lefrançais, qui ne rapprochera jamais tout à fait appartient à l'Internationale, et qui, après la Commune, entretiendra des relations avec l'Internationale anti-autoritaire de l'Imier qui nous apprend : « Le dégoût et l'atation produits par l'ignoble conduite de la tendue « défense nationale » durant le siège de Paris fut certainement la principale cause de la Commune ». Et il n'y a rien d'nant pour tous ceux qui se refusent à voir la Commune avec d'autres yeux que ceux de l'époque. L'esprit de la première révolution française est encore puissant parmi les parisiens qui a un goût prononcé « pour nettes ». Le pacifisme révolutionnaire, par Proudhon dans un discours retentissant l'Assemblée nationale, en quarante-huit, s'opposait à l'expédition de Pologne et la gnifique adresse de la section française de l'Internationale aux peuples en guerre pas encore pénétré profondément le petit cocardier et chauvin, et le faubourg qui révé des victoires de 93, pousse d'abord à la guerre puis à la résistance. Jules Vallès conte dans « L'insurgé » comment il se comique victime de cet état esprit.

Le deuxième facteur, une des causes

la défense et aux blanquistes la police moderne. Parmi ces noms où se retrouvent ceux de Ferré, de Frankel, de Pyat, de Delescluze, d'Eudes, de Billioray, de Dupont, de Rigault, de Ranvier, de Vaillant.

### Proudhon-Blanqui

Il est vrai que les hommes qui vont faire la Commune venaient d'horizons différents. Il est vrai que les causes de la Commune furent multiples. Il est vrai qu'à côté de militants chevronnés et connus, les élections enverront siéger chez les autres la liberté à la pointe des bayonnettes. Le caractère créateur des refus et des choix spontanés, d'ailleurs. Mais sitôt après les élections, lorsqu'il fut alors indispensable de construire et de se défendre, c'est l'esprit de deux grands absents qui va dominer la Commune : celui de Proudhon, mort en 1865, celui de Blanqui emprisonné au fort du Hâ.

Ce sont des hommes comme Jourde, Varlin, Heizez, Lefrançais, Langevin, Benoit Malon qui vont faire vivre et organiser la ville, et, il faut dire chaque révolutionnaire devrait lire dans le Journal officiel de la Commune » ces

lisme qui vont marquer le mouvement ouvrier moderne. Parmi ces noms où se retrouvent ceux de Ferré, de Frankel, de Pyat, de Delescluze, d'Eudes, de Billioray, de Dupont, de Rigault, de Ranvier, de Vaillant.

### les anarchistes dans la Commune de Paris

Même si leur contenu actuel est notablement différent de ce qu'il fut alors, on peut dire que la Commune de Paris a marqué l'anarchisme, le socialisme révolutionnaire et le syndicalisme alors à leur début. Seul le jacobinisme ne tirera aucun profit de l'aventure sanglante de ces dix semaines. Trop de siens se trouvaient sous le visage de conciliateurs dans le camp des Versaillais, et loin d'être vivifié par la grande aventure révolutionnaire, il sombrera dans un parlementarisme, abêtissant avant de devenir le parti radical, père nourricier de toutes les combines équivoques.

Le marxisme, lui, n'aura aucune influence sur la Commune. Marx, qui méprise les ouvriers parisiens et spécialement les membres de l'Internationale, les a pendant la guerre abreuvés d'insultes et s'est réjoui de la victoire du mili-

Les internationalistes qui firent la Commune furent proudhoniens. Après la Commune, sous l'influence de Bakounine, ils fonderont la Première Internationale anarcho-syndicaliste d'où sortira le mouvement anarchiste moderne.

### la Commune dans l'histoire

Il est délicat de porter un jugement sur la Commune, encore que ce soit avec les dates et les grands hommes le travail « important des historiens ». De toute façon, on ne peut pas détacher la Commune de son contexte politique et social dont j'ai essayé de mettre en relief quelques aspects importants pour les anarchistes.

Disons que ce qui domine la Commune de Paris comme, d'ailleurs, le mouvement ouvrier révolutionnaire de cette moitié de siècle, c'est la confusion et la naïveté.

La confusion est due à ce brassage économique profond qui, en marge des luttes politiques, bouleverse l'économie et s'apprête à créer un homme différent à travers un clivage entre des classes nouvelles. Le patriotisme, le socialisme utopique, le chartisme, le syndicalisme, l'anarchisme à travers Proudhon et Bakounine, le christianisme social, le classicisme dans les lettres et les arts, le romantisme, ce qui n'est pas tout à fait hier et qui n'est pas encore aujourd'hui, se mêlent profondément en s'entrechoquant. Epoque charnière difficilement analysable où le caractère des hommes qui se forme influe directement sur la marche des choses.

La naïveté est justement la preuve que, dans la balance, le tumulte des sentiments l'emporte encore sur la froide analyse des réalités. Les hommes se grisent de phrases où le bon droit, la justice, la loi l'emportent sur les réalités concrètes. Rien ne pouvait encourager un esprit froid à se lancer dans l'aventure, et cette vieille canaille de Marx l'avait bien compris qui conseillait à ses amis de rester tranquillement fidèles à la « République des Jules » du 4 septembre. La campagne était réactionnaire, une armée ennemie campait aux portes de Paris, la bourgeoisie d'affaires qui avait fui possédait tous les rouages économiques dans ses blanches mains, les libéraux, effrayés, se retiraient à Versailles, justifiant la trahison d'une fraction importante de la population parisienne, les intellectuels de gauche avaient (déjà) déserté, les militaires avaient suivi, les fonctionnaires aussi. Non, rien, vraiment, ne pouvait engager un esprit logique dans Paris révolutionnaire. Pourtant, et il suffit d'avoir lu leurs proclamations pour en être intimement persuadé : les hommes de la Commune ont vraiment cru possible leur victoire. Oui ! Ils furent naïfs ! Et finalement, ils eurent raison car, contre toute évidence, la victoire eût été possible si, au lieu de tomber dès les premières heures sur un alcoolique à moitié fou, le colonel Langlois, ils avaient placé à la tête de la garde nationale un homme énergique qui, dans la nuit, eût enlevé les forts, pris Versailles et enfermé M. Thiers.

Naturellement, on ne refait pas l'Histoire, on profite simplement de l'enseignement qu'elle nous apporte, et la Commune de Paris qui marqua d'un coup de reins une période économique en pleine gestation, peut être riche d'enseignements pour notre époque à la condition de laisser de côté les images d'Epinal et d'étudier avec sérieux les mouvements qui la projetèrent en avant.

Auguste BLANQUI, peint par sa femme vers 1835



Le Monde Libertaire page 9

# LA COMMUNE DE PARIS

18 MARS 28 MAI 1871

pages réalisées Maurice Joyeux

« La butte était enveloppée d'une lumière blanche, une aube splendide de délivrance. »

La troupe fraternise avec le peuple, l'insurrection gagne Paris quartier par quartier, surprenant à la fois le gouvernement et le Comité central. Ce n'est que le soir que les membres du Comité central se décideront à passer à l'attaque et à occuper toute la ville alors que Thiers et le gouvernement fuient vers Versailles.

Ces hommes, qui vont s'emparer de la ville, viennent de tous les horizons. Ils appartiennent à la petite bourgeoisie, à l'artisanat, au monde ouvrier alors à sa naissance. On ne trouve pas encore de militant ouvrier connu parmi eux en dehors de Varlin et de Pindy et quelques blanquistes, tels Ranvier, Brunel ou Eudes. Les grands noms sont soit en prison, soit en fuite, soit dans l'expectative.

Le soir du 18 mars, le Comité central de la garde nationale, qui a chassé l'Etat et s'est emparé du pouvoir, prendra le chemin de l'Hôtel de Ville qui est chemin traditionnel où les révolutions de Paris trouvent leur consécration !

### les causes de la Commune

Cette journée du 18 mars fut une journée réussie parmi d'autres qui ont auparavant échoué sans qu'on puisse bien clairement en expliquer les raisons, tant leur mécanisme fut le même avec leur part d'improvisations tardives, de préparation sérieuse et de chance. Mais, par contre, les causes de ce climat d'insurrection existaient en permanence depuis le coup d'Etat. La guerre, la défaite et le siège leur avaient conféré un caractère encore plus aigu.

Mais quelles sont donc les causes profondes de ce climat qui, à partir du 4 septembre 1870, jour où fut proclamée la déchéance de l'Empire et l'avènement de la III<sup>e</sup> République, suscita de nombreuses insurrections dont celle du 18 mars fut le couronnement « heureux » ?

On peut, parmi d'autres, définir trois causes qui, d'ailleurs, coïncident avec les trois grandes tendances politiques de la Commune : le patriotisme, le fédéralisme, le social, et, s'il est vrai qu'en gros cela correspondait à des tendances du jacobinisme, du blanquisme et du

cipales de la Commune, fut l'esprit fédéral communaliste, si l'on veut. « Les autres », dit Eugène Pottier, voulaient que Paris, en tant que municipalité, fût en possession de lui-même comme le sont les grandes villes des Etats-Unis. » Mais deux autres sentiments sants vont pousser le peuple de Paris vers le fédéralisme. Le premier, c'est le climat de par le siège, où, isolés du pays et du monde, on se prépare la capitulation, les siens ont pris l'habitude de se comporter comme seuls à faire face à tous les problèmes que leur posait la lutte. Ce qui se traduisait par une organisation administrative des arrondissements et la création de la garde nationale. Le second, c'est l'esprit même du mouvement ouvrier interprété par la section française de l'Internationale et qui est dominé par les idées économiques de Proudhon.

Pierre-Joseph PROUDHON, peint par Courbet



La troisième cause de la Commune nous dit Félix Pyat, un autre acteur du drame : « La révolte prolétarienne contre le régime », et, là encore, si les internationalistes armés par leur congrès paraissent les représentants les plus qualifiés des travailleurs qui à travers les épreuves de la Commune sont nées les deux expressions différentes du socia-

stances de travail laborieuses où le sérieux a pris la place des « fiestas romantiques ». Il faut lire l'affiche placardée par l'Internationale où après avoir affirmé : « L'indépendance de la Commune est le gage d'un contrat dont les classes librement débattues feront cesser l'antagonisme des classes et assureront l'égalité sociale qu'elle définissait dans un programme d'action où l'on s'est à chaque instant la présence de Proudhon.

La commission militaire, par contre, où siégera seulement un internationaliste proudhonian, sera composée de jacobins et de blanquistes : Flourens, Bergeret, Ranvier, Eudes, Durval, etc. Et lorsque la situation militaire s'aggravera, le fossé se creusera entre les deux tendances dominantes de la Commune pour éclater lors de la création d'un Comité de « Salut public », réminiscence des grandes heures de quatre-vingt-treize. Les jacobins et les blanquistes l'emporteront et les internationalistes de tendance anarchiste se retireront. Au cours de la séance orageuse, le blanquiste Félix Pyat et l'internationaliste Benoit Malon s'opposèrent violemment et la polémique se continuera à travers le « Cri du Peuple » de Jules Vallès et le « Vengeur » d'Eudes.

La proclamation de la minorité contre la constitution d'un Comité de Salut public restera éternellement vraie pour les anarchistes.

« Considérant que l'institution d'un Comité de Salut public aura pour effet essentiel de créer un pouvoir dictatorial qui n'ajoutera aucune force à la Commune,

Attendu que cette institution serait en opposition formelle avec les aspirations politiques de la masse électorale dont la Commune est la représentation,

Attendu en conséquence que la création de toute dictature par la Commune serait de la part de celle-ci une véritable usurpation de la souveraineté du peuple, nous votons contre ! »

Andrieu, Langevin, Odry, Vermorel, V. Clement, Heizez, Serrailier, Avrial, Malon, Lefrançais, Courbet, Girardin, Clémence, Arnould, Beslay, Vallès, Jourde, Varlin.

Nous retrouverons au bas de ce texte le nom de tous les internationalistes, excepté celui de Frankel qui est le seul marxiste et qui se jointra aux blanquistes et aux jacobins, et il suffit de regarder les noms des hommes qui formeront le Comité de Salut public pour constater qu'à travers les épreuves de la Commune sont nées les deux expressions différentes du socia-

lisme allemand. Certes, après l'écrasement, il s'apercevra de la popularité de la révolution parisienne et il se rattrapera dans un livre : « La Guerre civile en France », probablement le meilleur de ses ouvrages où il justifiera la Commune et les internationalistes, pas pour longtemps d'ailleurs, car le naturel reprenant le dessus il tonnera contre son genre Charles Longuet, un communal, qu'il accusera d'être resté un proudhonien impénié. Il est vrai qu'il fera à son autre genre Lafargue une autre reproche : celui d'être resté un blanquiste.

Proudhon a donné au mouvement anarchiste une doctrine économique. Les hommes de l'Internationale feront passer cette doctrine dans des réalités concrètes. Bakounine avait marqué l'Internationale qui avait ajusté l'économie proudhonienne sur ses méthodes de lutte de classe. Cependant, il n'aura guère d'influence sur le déroulement des événements, excepté en province et plus spécialement à Lyon, et paradoxalement c'est plus tard que les effets de la Commune se feront sentir au sein du communisme libertaire.

Mais dans les luttes qui précéderont la Commune, comme pendant les journées révolutionnaires, des hommes comme Elisée et Elle Reclus comme Paul Robin, des femmes comme Louise Michel, comme Andrée Léo feront leur apprentissage et seront à la base du renouveau de l'anarchie quelques années plus tard.

Les hommes de la Commune sentent confusément la vérité, leur vérité, qui se révèle en eux. Après la Semaine sanglante, en exil à Londres, à Bruxelles, à Genève, ils vont réfléchir, analyser ce que furent les moyens et les buts de la Commune de Paris. Et c'est de ces réflexions que sortira le grand schisme de l'Internationale à La Haye et, extraordinaire coïncidence, l'éclatement de la Première Internationale suivra étrangement la courbe de celui de la Commune et les hommes qui avaient refusé le Comité de Salut public rejeteront Marx et rejoindront la Fédération jurassienne pour former l'Internationale anti-autoritaire. Il suffit de rappeler ici certains noms pour voir toute l'importance de la Commune et de la section française de l'Internationale dans la formation du mouvement anarchiste moderne. Je cite au hasard : Serrailier, B. Malon, Lefrançais, Jourde, Avrial, Courbet, Pindy, Vesinier, Vermorel, auxquels viendront s'ajouter : Guillaume Kropotkine, Louise Michel, Paul Robin, Elisée Reclus, Malatesta et beaucoup d'autres.

# DU PAIN ET LA LIBERTÉ ! par Hellyette

17 MARS 1921

Cronstadt est tombé hier. Des milliers de marins et de travailleurs gisent, dans les rues, morts. Les exécutions sommaires de prisonniers et d'otages continuent.

18 MARS 1921

Les vainqueurs célèbrent l'anniversaire de la Commune de 1871. Trotsky et Zinoviev félicitent Thiers et Gallifet qui ont massacré les rebelles de Paris.

Cronstadt, il y a 50 ans, Paris, il y a aujourd'hui 100 ans. Les motifs de base ne peuvent être comparés, les circonstances historiques sont différentes. Pourtant, à travers ces communes, à travers toutes celles qui défilent au long de l'histoire, percent les mêmes aspirations, les mêmes soifs, qui semblent être inhérentes à la condition d'homme : la réhabilitation du travail humain, l'aspiration de chacun au rôle de créateur, le désir de prendre en main son propre destin, d'organiser ensemble, entre individus responsables et libres, une société sans contraintes. Ce qui est défendu là, c'est une certaine conception, une certaine dimension de l'homme. Depuis la nuit des temps, il revendique sa dignité et son unicité ; mais depuis toujours l'homme se laisse exploiter par l'homme, et terroriser par Dieu.

La Commune est le symbole, l'application, la réalisation des aspirations les plus profondes, les plus réelles, qui vibrent en nous.

Ce qui suit n'est qu'un bref rappel, un simple trait d'union entre les Communes qui nous sont le plus connues.

1831 — LYON

Benoit Malon l'appellera plus tard « la première escarmouche des guerres sociales du XIX<sup>e</sup> siècle, la première défaite du prolétariat français ». La révolution industrielle débutait en France. A Lyon, la crise traversée par la fabrique lyonnaise avait pris fin grâce aux commandes américaines, mais les prix de revient britanniques, inférieurs dans ce secteur de l'industrie, servaient de prétexte pour maintenir les salaires des ouvriers au plus bas. Les canuts demandèrent l'établissement d'un « tarif ». Le 25 octobre 1831, compagnons et chefs d'atelier défilèrent par milliers dans les rues de Lyon. La première « convention collective » est signée. Mais de nombreux fabricants refusèrent de respecter cette charte économique. Exaspérés, les ouvriers cessent le travail et manifestent une seconde fois. Le 21 novembre, la grève et la manifestation font place à l'insurrection armée. Des ouvriers de toutes professions, surtout des maçons et des terrassiers, se joignent aux canuts. Le drapeau des insurgés était noir — en signe de deuil — et leur devise fut : « Vivre libre en travaillant ou mourir en combattant ».

Après deux jours de combats sanglants l'insurrection triomphe.

Lyon évacué par les troupes et les autorités militaires, les insurgés protègèrent les maisons des fabricants les plus détestés et montèrent la garde auprès des recettes publiques. Lyon fut alors administré par les « chefs de section » des ouvriers dont les patrouilles faisaient régner la tranquillité, en collaboration avec le préfet du Rhône et les maires de Lyon et des faubourgs. Ce sens de l'organisation, cet « ordre dans le désordre » étonna et effraya certains des contemporains qui s'attendaient au pillage et à l'incendie.

Dix jours plus tard la Commune avait vécu ! La victoire restait à « l'ordre établi ». Mais la mesure était prise des possibilités de révolte du prolétariat en colère :

« Il ne faut rien dissimuler ; car à quoi bon les feintes et les réticences ? La sédition de Lyon a révélé une grave lacune dans la société commerciale et industrielle à sa plaie comme toutes les autres sociétés ; cette plaie, ce sont les ouvriers. Point de fabrique sans ouvriers, et, avec une population d'ouvriers toujours croissante et toujours nécessaire, point de repos pour la société. » (St-Marc Girardin, « Journal des débats », 8 décembre 1831.)

1871 — LA COMMUNE DE PARIS

Elle est née d'une triple opposition :

- a) patriotique, contre le gouvernement de la défense ou, comme on disait alors, de la trahison nationale ;
- b) républicaine, contre l'Assemblée rurale et conservatrice de Versailles dont le bureau — c'est tout dire — comprenait douze orléanistes sur treize ;
- c) sociale ou plus précisément socialiste, contre les lois et décrets de misère supprimant en pleine crise de chômage la solde de la garde nationale, la remise des loyers et la remise des effets de commerce.

Mais cette triple opposition eût pu être sans issue, si un certain nombre de facteurs ne s'y étaient pas combinés pour en assurer le triomphe.

... La Commune dont les jours étaient comptés fut avant tout une barricade. Néanmoins, elle est loin d'avoir fait œuvre vaine au point de vue social. Elle a supprimé le travail de nuit dans les boulangeries. Elle a créé dans chaque mairie un bureau de placement. Elle a réquisitionné les logements vacants. Elle a décidé que les ateliers abandonnés seraient attribués aux coopératives ouvrières de production. Elle a exigé la fixation de la main-d'œuvre dans les cahiers des charges et demandé que pour la soumission on accordât la préférence aux associations ouvrières. Elle a suspendu la vente des objets au Mont-de-Piété et décrété, pour certains, le dégrèvement gratuit. Elle a supprimé les amendes et retenues sur les salaires. Enfin, si la Commune n'a pas adopté la journée de 8 heures proposée par Frankel, des ateliers ont appliqué la journée de 10 heures.

... On peut dire que l'idée de Commune fut le lieu géométrique de plusieurs conceptions. D'abord la conception pragmatique surgie dans les cerveaux des Parisiens à la suite des réalisations municipales dues à la force des choses pendant les cinq mois du siège.

Puis la conception de la protestation permanente contre le régime d'exception et la centralisation excessive qui étouffaient la capitale.

Puis la conception révolutionnaire se réclamant du mouvement communal du Moyen Age, de la Commune du 10 août 1792 et de la Commune extrémiste de 1793.

Puis la conception décentralisatrice et fédéraliste mise à la mode par l'Internationale et qui s'en référait à Proudhon.

Puis la conception fouriériste d'après laquelle, pendant le garantisme ou période transitoire entre le capitalisme et le socialisme, la Commune devenait le grand atelier des réformes sociales, l'élément alvéolaire de la société en formation.

Tous ces concepts, qui ne s'ajustent pas toujours, se rejoignent incontestablement par leur origine et par leur aspiration commune à un milieu social et à une forme de gouvernement en opposition au monde bourgeois. Ils visent à réduire le gouvernement des hommes et accroître, au contraire, l'administration des choses, tendance dans la norme générale du socialisme. » (Maurice Dommanget.)

1921 — CRONSTADT

L'hiver 1920-1921 fut dur à Pétrograd où la famine régnait déjà. Les rations de pain, qui constituaient la nourriture essentielle, étaient de 800 à 200 grammes, distribuées fort irrégulièrement. Les salaires des ouvriers en 1920 équivalaient à 8,9 % de ceux de 1913.

Affamés et gelés, les prolétaires de Pétrograd — ceux-là mêmes qui avaient participé auparavant à la révolution — déclenchèrent la grève.

Le 23 février, ceux de l'usine Troubatchay « débrayèrent » les premiers.

Le 24 février, les grévistes organisèrent une démonstration de force dans la rue. Rapidement la grève s'étendit. Les mots d'ordre étaient surtout économiques, tendant à une organisation de la distribution du ravitaillement, mais d'autres revendications éclatèrent bientôt, purement politiques : liberté de parole et de la presse ; libération de prisonniers politiques. La réponse à ces protestations fut militaire : création d'un comité de défense qui proclama l'état de siège ; mobilisation générale des membres du parti. Les grévistes les plus actifs sont arrêtés ; les détachements à destination spéciale sont mis en état de combat et, simultanément, le 28 février, les détachements de barrage opérant dans le département de Pétrograd sont supprimés.

Le 26 février, les marins de Cronstadt avaient envoyé des délégués à Pétrograd afin de se renseigner sur le caractère des grèves.

## RESOLUTION DE L'ASSEMBLEE GENERALE 1<sup>re</sup> ET 2<sup>e</sup> BRIGADE MARITIME (1<sup>er</sup> mars 1921)

Après avoir entendu le rapport des délégués des équipages envoyés en mission d'information à Pétrograd par l'assemblée générale, il a été résolu ce qui suit :

1<sup>o</sup> Considérant que les Sovjets actuels n'expriment pas la volonté des ouvriers et des paysans, il est indispensable de procéder immédiatement à leur réélection au scrutin secret. Une libre campagne électorale devra se dérouler auparavant pour que soient honnêtement informés les masses ouvrières et paysannes.

2<sup>o</sup> Liberté de parole et de presse pour les ouvriers et les paysans anarchistes et socialistes de gauche.

3<sup>o</sup> Liberté de réunion pour les syndicats ouvriers et organisations paysannes.

4<sup>o</sup> Convocation, avant le 10 mars 1921, d'une assemblée générale des ouvriers, soldats rouges et marins de Cronstadt et de Pétrograd.

5<sup>o</sup> Remise en liberté de tous les socialistes prisonniers politiques ainsi que tous les ouvriers et paysans, soldats rouges et marins arrêtés à la suite des divers mouvements populaires.

6<sup>o</sup> Election d'une commission chargée d'examiner le cas des emprisonnés et des internés en camp de concentration.

7<sup>o</sup> Suppression de tous les « départements politiques » ; désormais aucun parti ne doit avoir le privilège de la propagande idéologique, ni recevoir pour cette propagande la moindre subvention gouvernementale. A leur place, nous proposons que soient élus dans chaque ville, des commissions de Culture et d'Education financées par l'Etat.

8<sup>o</sup> Suppression immédiate de tous les barrages militaires.

9<sup>o</sup> Distribution d'une égale ration alimentaire à tous ceux qui travaillent, sauf pour ceux qui exercent des métiers particulièrement pénibles.

10<sup>o</sup> Suppression des détachements communistes de choc dans toutes les sections militaires, de même pour la garde communiste dans les usines et dans les mines. S'il faut des détachements, qu'ils soient désignés par les soldats des sections militaires, et s'il faut des gardes, qu'ils soient nommés par les ouvriers eux-mêmes.

11<sup>o</sup> En ce qui concerne les paysans, droit absolu d'action sur leur propres terres, droit d'élever le bétail, à condition qu'ils fassent eux-mêmes le travail, c'est-à-dire sans avoir recours à des travailleurs salariés.

12<sup>o</sup> Nous appelons toutes les sections militaires ainsi que les camarades des écoles de cadets à se solidariser avec nous.

13<sup>o</sup> Nous exigeons que cette résolution soit largement diffusée par la presse.

14<sup>o</sup> Nous désignons un bureau itinérant chargé de contrôler cette diffusion.

15<sup>o</sup> Nous demandons que soit autorisé le travail libre à domicile pour les travailleurs indépendants.  
Résolution adoptée par l'assemblée générale des 1<sup>re</sup> et 2<sup>e</sup> Brigades Maritimes à l'unanimité moins deux abstentions.

16 mars. — La commune de Cronstadt a été écrasée.

1937 — L'ESPAGNE

Face à la marche au pouvoir de Franco et de ses troupes fascistes, devant laquelle le gouvernement en place faisait montre d'impuissance :

« Dans la nuit du 17 au 18 juillet, les ouvriers se réunissent dans leurs syndicats. Ils exigent des armes, mais ne peuvent en obtenir. Des groupes se dirigent vers le port, d'où, avec le consentement des marins, ils emportent cent cinquante fusils et des munitions au siège du syndicat des transports. ... Tel fut le début de l'action ouvrière à Barcelone. Les premières rencontres eurent lieu qu'à l'aube du dimanche 19 juillet.

A 5 heures du matin, le général de brigade Justo Legurbur et le colonel du 10<sup>e</sup> régiment d'artillerie José Llanas Quintanillas déclarent l'état de guerre. Ils font entrer 500 fascistes barcelonais au quartier, les arment convenablement et les font sortir dans la rue. La lutte commence. » (M. Buenacara, « Espagne antifasciste » n<sup>o</sup> 3.)

Le catalaniste J. Miravilles d'accord avec son chef de file politique Lluís Companys, président de la Généralité de Catalogne, écrit le 19 juillet : « Des l'origine du conflit, les anarchistes sont descendus dans la rue et, suivis de petits groupes d'ouvriers, ils ont été les auteurs de la victoire. En 24 heures l'armée espagnole était véritablement dissoute. C'est là le succès le plus foudroyant qui ait jamais été enregistré dans l'histoire d'une révolution. Et c'est le mouvement anarchiste qui a donné ce résultat. »

En Catalogne, au Levant, en Andalousie et en Aragon, partout « dans les campagnes les villageois conquièrent les terres des riches (presque toujours des factieux) pour les travailler collectivement. Parfois les paysans groupent leurs terres, les récoltes constituèrent les capitaux de départ. La propagande anarchiste contre la monnaie, et sans doute la peur de l'inflation firent que dans de nombreux cas l'argent fut supprimé, le troc entre villages s'établit. Les achats s'effectuèrent au « tas ». Certaines collectivités eurent un développement indéfini. Un effort de solidarité entre collectivités faisait office de caisse de crédit. » (Frank Mintz, « L'autogestion dans l'Espagne révolutionnaire ».)

... Mais la révolution fut noyée dans le sang.

1956 — LA HONGRIE

Douze jours de luttes. A l'exception de Budapest, où dès la nuit du 23 au 24 octobre l'ensemble de la population s'est soulevé, le combat reposait surtout sur les étudiants et les ouvriers d'usine. Ces derniers formaient partout des « Conseils », formulèrent des revendications révolutionnaires, s'emparèrent des armes. Tout avait débuté par une manifestation, organisée par le Cercle Petoefi — formé d'étudiants et d'intellectuels — en faveur des Polonais qui réclamaient l'instauration d'un véritable système socialiste. Les ouvriers et les employés quittant usines et bureaux s'y joignirent. Une déclaration de Geroe mit le feu aux poudres : « L'amitié de la Hongrie pour l'U.R.S.S. est indéfectible. Les éléments troubles qui créaient l'agitation seront matés ! » Le cortège se dirige alors vers la radio pour faire diffuser leurs revendications. La police de sécurité tire sur la foule. Les combats se propagent rapidement dans toute la ville. Geroe affolé appelle Nagy au gouvernement, mais les insurgés ne se contentent pas d'un changement de personnes et mettent en avant des revendications de fond :

« Constitution de Conseils d'ouvriers dans toutes les usines.

« Instauration d'une direction ouvrière. Transformation radicale du système de planification et de direction de l'économie exercée par l'Etat.

« Rajustement des salaires, augmentation immédiate de 15 % des salaires inférieurs à 800 forints et de 10 % des salaires inférieurs à 1500 forints. Etablissement d'un plafond de 3 500 forints pour les traitements mensuels.

« Suppression des normes de production, sauf dans les usines où les Conseils d'ouvriers en demanderaient le maintien.

« Les Conseils peuplent d'ailleurs la Hongrie, leur pouvoir devient très rapidement le seul pouvoir réel en dehors de l'armée russe. Les soldats hongrois fraternisent avec les insurgés, ils leur fournissent des armes.

Il semble un instant que l'insurrection ait vaincu.

1<sup>o</sup> Que la lutte cesse, qu'une amnistie soit annoncée et que des négociations soient entreprises avec des délégués de la jeunesse ;

2<sup>o</sup> Qu'un large gouvernement soit constitué avec Nagy comme président et comprenant des représentants des syndicats et de la jeunesse. Que la situation économique du pays soit exposée en toute franchise.

3<sup>o</sup> Qu'une aide soit accordée aux personnes blessées dans les luttes tragiques qui viennent de se dérouler et aux familles des victimes ;

4<sup>o</sup> Que la police et l'armée soient renforcées pour maintenir l'ordre par une garde nationale composée d'ouvriers et de jeunes ;

5<sup>o</sup> Qu'une organisation de la jeunesse ouvrière soit constituée avec l'appui des syndicats ;

6<sup>o</sup> Que le nouveau gouvernement engage immédiatement des négociations en vue du retrait des troupes soviétiques du territoire hongrois.

... Et les chars russes écrasèrent tout et tous sur leur passage.

Toutes les Communes ont été des réalités, des actes de vie et d'espoir — pour certains des actes de foi — mais il ne faut pas céder à la tentation d'en faire un nouveau mythe. Les communistes n'ont pas été à la mort en chantant. Ils ont lutté en chantant et souvent rencontré la mort sur leur route. Ils n'ont pas choisi la mort. Ils ont, au contraire, marché vers la vie. Ils n'ont pas voulu répondre à un appel de l'histoire, mais vivre pleinement dans une société qu'ils voulaient créer et dont ils entendaient fabriquer et placer tous les rouages. Ils n'ont pas tous cru possible la réalisation de ce monde, mais, engagés dans l'action, parfois même responsables — en partie — de cet énorme vague de colère, d'idéalisme et de prise de conscience, ils ont continué la lutte sans illusion :

« La part que nous avons prise au mouvement commencé le 18 mars était le résultat de convictions arrêtées et non d'un entraînement irréflectif et inconscient. Il s'est ensuivi que plus ce mouvement avait d'importance à nos yeux, moins nous avons admis la possibilité d'un succès définitif et immédiat et moins, par conséquent, nous nous sommes bercés d'illusions. » (G. Lefrançais.)

La liberté n'est pas une religion, mais une aspiration. Le prolétariat n'est pas le Christ qui doit être crucifié pour que vivent, enfin, les prolétaires de demain.

« Toute religion enjoint à l'homme de faire plus qu'il ne peut — d'où cette suite ininterrompue de désastres : l'histoire. Mais les religions naissantes sont les plus impératives. A des responsabilités amorties, elles substituent de responsabilités directes, des exigences aux dents neuves. Par exemple, le devoir de délivrer le monde de la Loi ancienne, ce qui est une façon immédiate et tragique d'accomplir cette loi, s'impose un jour à quelques parias du royaume juif et du monde romain, et le christianisme apparaît. Mais, près d'un siècle avant l'ère chrétienne, d'autres parias ont fait l'essai d'une révolte encore plus totale et plus désespérée peut-être. Cette révolte fonda un mythe nouveau, celui de la guerre des esclaves, que résume un nom : Spartacus. »

« ... Et l'enorme responsabilité collective concentrée sur une poignée de héros leur révèle peu à peu le devoir de mourir. » (André et Dori Prudhommeaux.)

Nous voulons vivre ! et ce désir poussé au paroxysme peut nous mener à la mort — non par devoir — mais par soif d'absolu.

Si nous mourons pour la Commune de demain, ce ne sera pas au nom de la mission historique confiée au prolétariat, ce sera simplement par un « manque de pot » dans la lutte pour la concrétisation de nos idées.

Mais peut-être la logique, aujourd'hui, a-t-elle tué le romantisme d'hier, peut-être contient-elle l'insécabilité — pas toujours souhaité — qui tue les mythes et dépeçait l'acte que l'on voudrait d'Amour.

# LA PRESSE SOUS LA COMMUNE

Parmi tous les hommages qui seront rendus à la Commune à l'occasion du centenaire, aucun ne sera plus justifié que celui de notre journal, LE MONDE LIBERTAIRE, et des journaux humanitaires le 14 mars prochain, car dans cette période, le rôle de la presse libre dont nous nous voulons les continuateurs fut considérable.

La presse révolutionnaire et ouvrière naît au milieu du siècle dernier avec L'ATELIER, mais c'est LE PEUPLE, de Proudhon, qui lui donnera un impact considérable. Jusqu'à la libération du Second Empire vers 1864, les révolutionnaires écrivent dans la presse bourgeoise libérale et par exemple le MANIFESTE DES SOIXANTE sera publié à la fois par LE SIECLE et par L'OPINION NATIONALE.

La loi de juin soixante-huit va voir un pululement de journaux audacieux et irrespectueux pour le pouvoir et pour les mandarins de droite comme de gauche.

La presse ouvrière de cette époque est très différente de la nôtre. Elle n'est pas l'expression d'un groupe ou d'un parti qui n'existe pratiquement pas. Elle est personnelle, individuelle, animée par un homme et c'est de sa popularité que naît autour du journal, un mouvement qui ne sera pas un parti tel que nous l'entendons aujourd'hui. Ainsi l'Internationale, au nom de laquelle Eugène Varlin s'exprimera, trouvera refuge dans les pages de LA MARSEILLAISE, de Rochefort.

Henri Rochefort est vraiment avec Jules Vallès le type achevé du journaliste de l'époque romantique et révolutionnaire. Avant la libération de l'Empire, il a créé LA LANTERNE, qui survivra à la Commune, puis LE MOT D'ORDRE, qui paraîtra après le 18 mars. Jules Vallès, lui, après avoir vivoté dans de petites feuilles bourgeoises qui le censurent, créera enfin son premier journal LA RUE, puis LE CRI DU PEUPLE et lorsque celui-ci sera supprimé, il créera LE DRAPEAU, titre qu'il reprendra par la suite. Les Jacobins ont deux journaux, LE REVEIL de Delescluse, LE VENGEUR, de Félix Pyat. Les blanquistes éditent LA LIBRE PENSEE, Eudes, LE COMBAT, de Rigault. Le vieux Blanqui crée LA PATRIE EN DANGER. Ce qui est tout un programme.

par Suzy CHEVET

Après le 4 septembre, qui voit la chute de l'Empire et crée la III<sup>e</sup> République, les journaux d'opposition se déchainent contre la politique de M. Thiers, encore que les jacobins et les blanquistes proclament la guerre à outrance et il faudra attendre la capitulation pour que de nouveau la presse révolutionnaire pose le problème social et son corollaire LA COMMUNE. Les journaux vont alors reprendre la fameuse conclusion de L'AFFICHE ROUGE - PLACE AU PEUPLE - PLACE A LA COMMUNE.

Le gouvernement décide de faire un exemple et supprime le 11 mars LE VENGEUR - LE CRI DU PEUPLE - LE MOT D'ORDRE - LE PERE DUCHENE - LA CARICATURE - LA BOUCHE DE FER. Cette mesure est suivie de la condamnation de Flourens, de Blanqui, de Laureau et de Jules Vallès. C'est à ce moment que Jules Vallès fait imprimer de nouveau LE DRAPEAU.

Le 18 mars verra s'accomplir une révolution inimaginable, le JOURNAL OFFICIEL devient le journal de La Commune.

Une page est tournée et pendant dix semaines la presse ouvrière va se transformer pour discuter de la défense et de l'organisation de la ville. Ce qui est le plus curieux, c'est que pendant cette période, une presse réactionnaire continuera à paraître et on relève parmi ces titres LE JOURNAL DES DEBATS - LE FIGARO - LE GAULOIS, etc. Certains de ces journaux serviront aux conciliateurs : Tolain, Louis Blanc et quelques autres.

Le soir de la proclamation de la Commune, Jules Vallès écrira :

« Tu pouvais comme nous, grandir dans le brouillard, patauger dans la boue, rouler dans le sang, crever de honte, avoir l'indignable douleur des déshonorés ! C'est fini !

Nous avons saigné et pleuré pour toi. Tu recueilleras notre héritage, fils de désespéré, tu seras un homme libre. »

« Le Cri du peuple ».

Et faisant écho à ce lyrisme, le même Jules Vallès pourra dans LA RUE rap- peler bien des années plus tard ce qu'avait proclamé Varlin :

« Nous serons dépecés vivants. Morts nous serons trainés dans la boue. On a tué les combattants. On tuera des prisonniers, on achèvera des blessés. Ceux qu'on épargnera, s'il en reste, iront mourir au bagne. Oui mais l'histoire finira par voir clair et dira que nous avons sauvé la République. »

Qui, Eugène Varlin avait raison : l'histoire a vu juste et toute la presse de LA COMMUNE est contenue dans ces citations ci-dessus, écrites par son plus grand pamphlétaire Jules Vallès.

# Et la colonne Vendôme fut abattue...

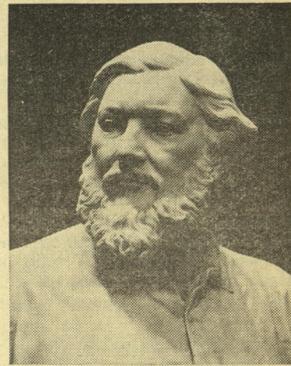
par Maurice LOUIN

Au moment où la colonne Vendôme est abattue, Gustave Courbet est là en bras de chemise, imposant, magnifiquement robuste et vivant. C'est à son instigation, vous le savez, que cette colonne, symbole des victoires napoléoniennes, fut condamnée à la destruction, l'histoire ou plutôt la légende historique laisse croire que le rôle de Courbet dans la Commune se limita à cette démolition.

Or il y a tenu une place tout aussi active et importante que dans l'histoire de l'art. Bien avant d'être membre de la Commune, il avait mis sur pied une « Fédération des artistes » qui groupait tous ceux qui se consacraient à l'art dans le but d'obtenir la libre expression de l'art et son expansion en dehors de toute tutelle gouvernementale et sans qu'intervienne aucun privilège durant la Commune, elle administrera elle-même les musées, organisera des expositions, enseignera le dessin et la peinture. Bien sûr, cette idée sur le monde des arts et des artistes peut aller à l'encontre et même rebuter les artistes soucieux avant tout de leur indépendance, repoussés par la discipline qu'impose toute structure ou organisation même librement consentie.

Courbet en était conscient, il pensait que l'emprise de la Fédération ou son « pouvoir » devait se limiter à une autogestion du patrimoine artistique et qu'il ne serait jamais demandé à l'artiste d'aliéner sa liberté au nom de l'art, de la société ou de mettre son talent au service d'une idéologie.

L'œuvre picturale de Courbet qui, ne l'oublions pas, est aussi un très grand artiste, offre, par contre, une contradiction assez curieuse quasi inexplicable. On pense généralement que l'artiste essaie de donner à son œuvre le sens qu'aimerait prendre chacun de ses actes ; or on ne découvre pour ainsi dire dans l'œuvre de Courbet aucune trace des préoccupations sociales, pourtant très actives, qui ont été les siennes. On y voit des forêts, des



Gustave COURBET, buste par Dalou

fermes, la mer, la campagne, on peut seulement imaginer qu'il pensait que la loi profonde en l'amélioration du monde qui l'habitait devait trouver un moyen de se réfléchir et de garder sa force.

Par sa peinture qui procède par empâtement au couteau palette, il enregistre la sensation brute, il exalte la robustesse de la terre brute « L'Enterrement à Orans » qui se trouve au musée du Louvre est sans doute une des toiles les plus puissantes inspirées par la vie rurale.

Qu'il fût l'ami de Proudhon dont il fit le portrait, cela n'étonnera personne, il était comme lui un ennemi déclaré de l'autorité et de l'Etat. Sous l'Empire, il refusa la croix de la Légion d'honneur en répondant : « Je ne reconnais pas à l'Etat le droit de s'immiscer dans l'art, et je ne veux me trouver, en aucun genre de relation avec l'Etat, je suis un artiste libre. »

Il mourut en Suisse, exilé.

« On croyait lui couper les bras  
Et lui vider l'aorte  
Tout ça n'empêche pas  
Nicolas  
Qu'la Commune n'est pas morte ! »

Eugène POTTIER

# UN ASPECT DE LOUISE MICHEL

vu par Ch.-Aug. BONTEMPS

L'intérêt des grands anniversaires, ce n'est pas seulement de rappeler à notre souvenir ou d'enseigner les noms et les actes de personnalités qui ont mérité de retenir l'attention. C'est aussi l'occasion de prendre leçon des faits et de les mettre au point.

Il est pittoresque de faire de Louise Michel une Jeanne d'Arc de la Révolution. Je n'aime pas ce rapprochement et, moins encore, que l'on ait affublé Louise d'une épithète à consonance catholique et fautive de surcroît. Mais la Vierge Rouge, cela sonne bien et cela se rattache à la notion de pureté chrétienne dont tant d'individus, même incroyants, restent marqués. C'est dans cette notion que s'inscrit le préjugé tenace de la nécessaire soumission de la femme, de sa subordination à tout le moins.

On nous donne les femmes marquantes comme étant exceptionnelles, mais au sens d'exception anormale. Un homme exceptionnel est un homme qui s'est distingué en quelque matière. Une femme exceptionnelle n'est pas autre chose qu'un phénomène accidentel survenu dans le monde mineur des femmes. Une sorte de canard sauvage. Cette nuance est à retenir et il importe de la dénoncer dans l'esprit anarchiste.

C'est afin de l'accentuer que durant des siècles, dans la tradition plus ou moins manipulée de Paul, l'Eglise a voulu que ses héroïnes fussent des vierges, c'est-à-dire des filles hors de la condition naturelle. Aujourd'hui encore, en dépit de documents authentiques et d'évidences matérielles, on ne veut pas con-

venir que Jeanne d'Arc fut une batarde d'Orléans, qu'elle fut téléguidée par la duchesse d'Anjou, que le roi d'Angleterre, son cousin ne pouvait permettre qu'elle fût suppliciée. Les règles de chevalerie s'y opposaient et c'est quelque sorcière qui fut brûlée à sa place. On ne veut pas qu'elle soit devenue Mme des Armoises ni qu'elle ait été reconnue par les Orléanais au cours d'une visite qu'elle leur fit. Elle doit rester la Pucelle.

Nous avons grand tort de nous prêter à un jeu de cette sorte en acceptant que Louise Michel soit réputée Vierge Rouge alors qu'on sait qu'elle fut son désespoir lorsqu'elle apprit en prison que Ferré, son compagnon, avait été fusillé par les Versaillais. Combien, parmi nous, n'ont jamais entendu parler de Ferré quand son nom devrait être inséparable de celui de sa compagne, unis qu'ils ont été dans l'amour et dans le combat !

Cette volonté de minimiser les femmes en sacrifiant celles qui échappent à l'oubli n'est pas autant qu'on le croit étrangère à beaucoup qui se veulent d'avant-garde. C'est pour cela que j'insiste sur l'exemple à retenir de Louise Michel. Nous en citerons une autre non moins exemplaire dont je dirai deux mots en passant. On ne parle guère de Flora Tristan, l'ardente devancière qui eût été une grande figure de la Révolution de 48 si la mort ne l'avait emportée, jeune encore, quatre ans plus tôt, épuisée par sa tâche et le mal de vivre en militante. Ecrivain comme

le fut Louise Michel, mais davantage autodidacte parce que née dans la pauvreté, elle a marqué une place dans le temps où grondait le prochain orage. Cependant, que de militants ignorent son nom ! Je crois que bien des gens dits cultivés n'ont eu l'occasion de le connaître que parce que cette grande bonne femme a été la grand-mère de Gauguin.

C'est qu'elle a contre elle d'être aussi exceptionnelle. Il ne faut pas trop d'exceptions. La grande figure de Louise Michel permet de les dissimuler. On doit aller chercher les noms de ces camarades dans les ouvrages spéciaux, ceux de ces brancardières combattantes dont certaines ont organisé et conduit dans la lutte des bataillons de femmes. Elles s'appelaient Hortense David, Joséphine Marchais, Nathalie Le Mel qui retrouva Louise au bagne. Quand elle en revint, on la laissa vieillir et mourir dans la misère.

Plusieurs de ces femmes furent condamnées à la peine capitale. Toutes, à l'exemple de Louise Michel, tinrent tête et furent dignes devant leurs juges. Lorsqu'une femme se donne à une idée, sa ténacité, son endurance forcent plus que l'estime. Elles n'ont pas à recevoir des hommes des leçons de courage. Elles seraient au rendez-vous si on ne leur coupait les ailes, si trop de compagnons ne pensaient, sans en convenir et parfois même inconsciemment, que leur place est à la maison. Mais alors que ceux-là n'invoquent pas Louise Michel. Elle ne serait pas d'accord.

# L'ENFANCE SOUS LA COMMUNE

par Maurice DOMMANGET

COMME l'avouera plus tard un adulte — âgé de 13 ans sous la Commune — les choses, c'est l'évidence même, passèrent alors en général au-dessus de la tête des enfants. Aussi bien, Jules Vallès a pu parler des « marmots qui jouaient aux billes derrière les barricades ». Plus prosaïquement, beaucoup jouaient aux lieux habituels comme si de rien n'était. C'est ainsi que l'un d'eux évoquera plus tard ses parties de billes « sous les arbres gris et grêles du Luxembourg » d'où il s'échappa bien souvent pour aller voir les gens qui lisaient les journaux sous les galeries de l'Odéon. Celui-là ne se rappelle rien du 18 mars, mais il conserve vivace le souvenir des habitants de son quartier qui haussaient les épaules ou poussaient des exclamations gouailleuses en lisant sur les murs les affiches du Comité central annonçant la victoire. Les impressions en chaîne qu'il nous donne de la bataille de mai, jusqu'à la gifle allongée à l'imprudent qui se hasardait à la fenêtre quand ricochaient les balles, valent à coup sûr pour la plupart de ses petits camarades.

Les scènes déchirantes qui marquèrent la prise des barricades — plus sauvages que tout ce qui avait été vu durant le siège — glaçaient le sang des petits. Ils conservèrent longtemps dans le fond du regard le sombre tableau des tas de cadavres et, toute jeune, la future mère de Vaillant-Couturier, habitant place des Vosges, frémit d'horreur en voyant fusiller un groupe de fédérés par les bourreaux qui jouèrent ensuite au bouchon sous les arcades. Le jeune Polignac, futur rédacteur d'un journal révolutionnaire, avait vu dresser et défendre les barricades de la rue Tronchet. Une heure après leur enlèvement, comme on lui « avait permis de descendre pour ramasser des balles », il courut dans la direction où les soldats versaillais avaient conduit les fédérés.

« Ils étaient tous là, raconte-t-il, tombés les uns sur les autres, au hasard de la fusillade, adossés à la charcuterie qui fait le coin de la rue Godot-de-Mauroy et de la rue Neuve-des-Mathurins. Ils étaient tous là, ceux que depuis vingt-quatre heures je voyais vivre, courir et parler au soleil — et le collègue, et le soldat, et le moblot, et lui, ce jeune homme aux moustaches blondes : son corps sortait un peu de la confusion des cadavres. Ses paupières n'étaient pas tout à fait fermées, et à travers l'indécision vitreuse du regard mort, on voyait le bleu de ses yeux. »

Les jours suivants, la curiosité porta nombreux les enfants sur les trottoirs où la foule se bousculait pour voir passer les horribles « convois » s'acheminant vers les prisons et les abattoirs. Alors ce furent d'autres scènes poignantes qui se gravèrent à jamais dans la cire molle des jeunes cerveaux. Il arriva ainsi que quelques gosses, tel Emile Massard — le futur socialiste, puis conseiller municipal nationaliste de Paris — par leur présence à côté du père qu'on allait fusiller, empêchèrent l'irréparable de s'accomplir.

Hélas ! beaucoup d'entre eux, quoique innocents, malgré les pleurs et les lamentations, furent impitoyablement massacrés au cours de cette semaine sanglante ! D'autres, en se glissant dans la foule, profitèrent parfois d'une aubaine inespérée. C'est ainsi qu'au moment où la foule en délire entourait les otages, rue Haxo, l'un des gendarmes qui se sentait perdu tira sa montre et la donna à un gamin en lui disant : « Tiens, donne ça à ton père, tu lui diras que c'est la montre d'un gendarme. » Et le gamin se sauva tout joyeux.

Mais ces affreuses journées mises à part, durant la lutte aux avant-postes, les enfants, tout à l'insouciance de leur âge, s'abandonnaient à « l'activité ludique » évoquée si fortement par Vallès. Leur jeu favori était bien le reflet des événements. C'était le jeu de la guerre civile qui, au dire d'Elie Reclus — l'un des frères du grand géographe — avait « supplanté tous les autres sans distinction ». Il consistait à élever et enlever des barricades montées sur des éminences dites Montretout, Châtillon ou le Mont-Valérien. On bombardait Paris de coups de pierre ou de molles de terre et l'on entendait un Rossel ou un Mac-Mahon en herbe s'écrier : « Demain, grande bataille après la classe. » En plein bombardement, quand un obus tombait dans le voisinage, tout

s'arrêtait et l'on voyait des joueurs se précipiter sur les éclats qu'ils emportaient chez eux.

CECI dit, qui tient compte des conditions psychologiques inhérentes à l'enfance dans un milieu essentiellement troublé par la lutte armée, il convient de recourir à la notion concrète de classe, si l'on veut projeter le maximum de lumière en la matière. La notion de classe doit nous aider à comprendre les tentatives de la Commune touchant l'assistance et l'utilisation militaire des jeunes, complément de ses efforts en vue d'instruire l'enfance.

Les enfants des quartiers riches du centre, qui, pendant le siège, avaient toujours été privilégiés par rapport aux enfants des quartiers ouvriers de la périphérie, continuèrent à bénéficier de la situation sociale de leurs parents. Comme par le passé, ils purent même fréquenter le Guignol jusqu'au jour où les bombes versaillaises, dépassant le rond-point des Champs-Élysées, vinrent tomber devant le cirque. Alors, comme le nota spirituellement un chroniqueur de l'époque, « Polichinelle, le Commissaire et même le Diable » furent contraints de déménager.

Dans les quartiers ouvriers, pendant que les parents combattaient ou travaillaient, un grand nombre de jeunes apprentis licenciés et d'enfants qui ne fréquentaient pas l'école, livrés à eux-mêmes, traînaient dans les rues. On se demande même comment vivaient ceux qui, ayant quitté la maison paternelle, vagabondaient sur le pavé de la capitale. Il est certain que les dures conditions dans lesquelles se trouvait placée la classe ouvrière n'étaient pas sans influencer douloureusement sur toute l'enfance prolétarienne. Aussi Emile Landrin, rendant compte des dernières heures de la Commune et évoquant les longues files de vieillards et de femmes qui remontaient la rue de Belleville pour fuir l'incendie, la faim et la mort en gagnant la porte de Romainville, peint en même temps les « enfants pâles, minés par les privations, la frayeur et l'insomnie ».

Ce serait empiéter sur la partie militaire de la Commune que de mettre en relief ici la conduite courageuse de tous ces braves petits qui, surexcités par la situation révolutionnaire, aigris par les privations successives, entraînés par esprit d'imitation et parfois un sens de classe précoce, devaient — comme le reconnaîtront plus tard les juges militaires — « fournir à l'insurrection un concours très utile ».

J'AI narré ailleurs (1) toute une série de traits authentiques d'héroïsme à porter à leur actif. On pourrait les multiplier. Le texte de Polignac cité plus haut ne met-il pas en vedette un collègue « grand diable maigre, redingote et képi du lycée, une large écharpe rouge à la taille, et qui tirait comme un enragé » ? Cette évocation souligne la participation spontanée et directe de jeunes aux combats de rues. Lissagaray, de son côté, a fait mention, dans la fourmière de travailleurs creusant la terre et remuant les pavés, de ces gamins maniant « des pelles et des pioches aussi grandes qu'eux ». On les avait vus le 18 mars participer à l'envahissement de la mairie de Montmartre et, rue de la Roquette, aider, dit un journal, à la construction de barricades

« avec le zèle proverbial qu'ils accordent à ces sortes de travaux ».

On les vit, avec autant d'ardeur, soutenir en nombre la Commune à son déclin. Au plus fort de son triomphe, n'avaient-ils pas manifesté en groupe dans les rues derrière des fanions rouges et suivi les bataillons aux tranchées en s'accrochant aux canons ? Du reste « le nombre considérable des enfants compromis dans l'insurrection » représente un « fait tellement anormal » — nous citons un texte officiel — qu'il a incité le Parlement siégeant à Versailles à prescrire une enquête spéciale sur « le rôle des enfants » dans le mouvement communaliste. Rien de plus significatif car, lors de l'enquête parlementaire sur les journées de juin 1848, on n'éprouva pas le besoin de recourir à une information de ce genre.

Il est à peine besoin de dire que le capitaine Guichard, chargé du rapport sur les petits communaux, n'a pu étreindre qu'une partie de la réalité.

Pour expliquer ce qu'il appelle « la dépravation » de ces jeunes insurgés, le rapporteur est obligé de tenir compte des « déplorables conditions de famille » et de la fermeture d'ateliers par la plupart des patrons, ce qui le fait toucher au problème social. Il n'a pu recueillir des renseignements détaillés que sur 511 d'entre eux ressortissant à la procédure instruite par Versailles et incarcérés à la prison des Chantiers dans cette ville, ou à la ferme de la Lanterne, près de Saint-Cyr. Il résulte de ses renseignements, au point de vue de l'instruction, que 121 étaient illettrés, 103 savaient à peine lire, 287 savaient lire et écrire. Au point de vue familial, 80 pouvaient être classés comme vagabonds ou orphelins abandonnés, 160 comme « entièrement livrés à eux-mêmes », 48 comme « orphelins recueillis » et 383 en situation de famille régulière, dont 121 de familles « réputées honnêtes ». La mise en jugement de 67 d'entre eux aboutit à une condamnation aux travaux forcés, 8 condamnations à la prison, 36 incarcérations dans une maison de correction. Exception faite des enfants qu'on avait tenté d'organiser au moment de la période critique, comme par exemple ceux de la manutention du quai de Billy, on ne trouvait positivement rien pour « nourrir » le dossier du plus grand nombre des prévenus. Les uns avaient marché au gré de leur caprice, quittant un bataillon pour passer dans un autre. Il s'en trouvait auxquels on ne pouvait reprocher que le port du képi ou du pantalon de garde national.

EN ce qui concerne les Pupilles de la Commune, la situation était toute différente. C'était une formation militaire reconnue qui fut habillée, équipée et armée les 21 et 22 mai, mais dont l'origine pouvait remonter au début d'avril. Ce corps comprenait une centaine de garçons enrôlés de

leur plein gré et casernés au Prince-Eugène ou Château-d'Eau (actuellement place de la République). Ils touchaient une solde de 15 sous par jour et portaient un pantalon gris à bande rouge. C'étaient des fils d'ouvriers qui, grâce à leur incorporation, échappaient aux aléas du vagabondage. Les plus âgés, pourvus d'un fusil à tabatière et de 4 ou 2 paquets de cartouches, firent le coup de feu. Les plus jeunes semblaient s'être bornés à remplir des sacs à terre dans la confection des barricades établies aux abords de leur caserne et dans la rue du Faubourg-du-Temple. Les deux barricades principales derrière lesquelles ils combattirent d'abord étaient établies dans la rue de l'Entrepôt : l'une au coin de la rue Magnan, l'autre près d'un passage communiquant avec le boulevard Magenta. Ils se replièrent ensuite sur la grande barrière du Château-d'Eau qui obstruait l'entrée du boulevard Voltaire, là-même où le vieux Delescluze se fit tuer en paladin. Rapprochement pathétique et qui porte témoignage de l'acharnement de la lutte !

Quinze des survivants traînés devant les juges du 4<sup>e</sup> Conseil de guerre, le 23 septembre 1871, y furent défendus avec beaucoup de tact par l'avocat Haussmann. Un journaliste du temps dit qu'on se serait cru à l'école en voyant ces gamins en blouse bleue assis tranquillement et dont les mains ne cessaient de tourner le képi. Mais ils étaient sur les bancs d'une juridiction d'exception et il y avait là quelque chose de pénible et douloureux. Pourtant, les juges ne purent « s'empêcher de sourire » en entendant l'acte d'accusation reprocher à ces enfants un attentat ayant pour but de changer la forme du gouvernement.

L'arrêt reconnaissant qu'ils avaient agi sans discernement, un verdict général d'acquiescement fut rendu. Toutefois, cinq seulement furent remis à leur famille. Les dix autres, non réclamés par leurs parents, échouèrent dans une maison de correction.

Sans aller jusqu'à prétendre, comme Benoit Malon, que cinq mille enfants, répondant à l'appel du Comité de salut public, combattirent sur les barricades, on doit reconnaître qu'en très grand nombre, ils participèrent activement à la lutte.

Le fait est d'une extrême importance. Car si l'on admet, avec tous ceux qui étudient le phénomène révolutionnaire dans l'espace comme dans le temps, que la profondeur d'une révolution se mesure à l'ardeur des femmes et des enfants, il faudrait en conclure que la Commune constitue la plus forte tempête révolutionnaire qui ait soufflé sur Paris.

(1) « L'instruction publique sous la Commune », Paris, in-8, 1928, 22 p., et « Hommes et choses de la Commune », Marseille, in-8 écu, 1937, 264 p. (Ouvrages épuisés.)

L'ENSEIGNEMENT, L'ENFANCE ET LA CULTURE SOUS LA COMMUNE par Maurice DOMMANGET  
Prix : 9,20 F

HISTOIRE DU DRAPEAU ROUGE par Maurice DOMMANGET  
Prix : 30 F

ADRESSE DES TRAVAILLEURS FRANÇAIS AUX TRAVAILLEURS ALLEMANDS

« Frères, nous protestons contre la guerre, nous qui voulons la paix, le travail et la liberté. Frères, n'écoutez pas les voix stipendiées qui chercheraient à vous tromper sur le véritable esprit de la France. »

REPONSE DES TRAVAILLEURS ALLEMANDS AUX TRAVAILLEURS FRANÇAIS

« Nous aussi, nous voulons la paix, le travail et la liberté. Nous savons que des deux côtés du Rhin vivent des frères avec lesquels nous sommes prêts à mourir pour la République universelle. »

# GRÈVE DANS LES ÉCOLES NORMALES

## L'affaire Deshayes en bref :

Le 9 février au soir, alors qu'il participait à une manifestation du secours rouge, Richard Deshayes, élève à l'École Normale d'Auteuil, était agressé par des membres des « forces de l'ordre ».

D'après ses camarades présents au moment de l'attentat, Richard aurait reçu, tirée à bout portant, une grenade, alors qu'il relevait une jeune fille blessée ; l'intervention de « badauds » fut nécessaire pour écarter et empêcher les forces de police de l'achever. Transporté dans une pharmacie, il fallut attendre un bon moment (police secours et une ambulance municipale ayant refusé de venir) pour qu'une ambulance privée le transporte à l'hôpital, où il ne divulga pas son identité.

Bien lui en prit, car les flics ne tardèrent pas à arriver, demandant le transfert immédiat du blessé, ce que les médecins refusèrent.

La police se mit alors en quête de la principale pièce à conviction : la veste de Richard, à l'hôpital, en se faisant passer pour ami de la victime, puis chez les parents, où la veste se trouvait ; ceux-ci refusèrent de la remettre aux policiers.

Les buts des démarches policières étaient clairs : il s'agissait d'étouffer l'affaire en supprimant toutes preuves.

Les jours suivants, une intense agitation régna parmi les normaliens (affaire Guiot affaire des cartes de presse dans les Facs). Mais rien ne fut envisagé, les normaliens hésitant à se lancer dans une action dont les résultats immédiats ne leur apparaissaient pas.

Il fallut que les états-majors politiques — une semaine après les différentes agressions — ne voulant pas être en reste avec les prises de position de la majorité silencieuse outrée de voir qu'un bon élève cravaté, et pas gauchiste du tout, puisse être mis en prison, il a fallu que nos gauchistes de service sentent que l'affaire ouvrait la voie à un joyeux commerce de cartes pour lancer l'action dans les E.N.

— A l'appel de la sous-section du SNI d'Auteuil (F.U.O. - E.E. - UNITE ACTION), une A. G. est convoquée le mardi 16.

— forts du mouvement public sur l'affaire Guiot, le Secours rouge, la Ligue communiste, l'AJS appellent les normaliens à la grève, introduisant au côté de Guiot, Richard Deshayes, camarade de l'E.N.

— les staliniens combattent cette grève, la dénonçant comme une machination gauchiste tendant, à la veille des municipales, à briser l'union des forces démocratiques (G.C.).

— Finalement la grève est votée sur :  
— Justice pour Deshayes,  
— Justice pour Guiot,  
— Dissolution des brigades spéciales.

Un appel est lancé à toutes les Ecoles Normales de France.

Le lendemain, toutes les Ecoles Normales de la région parisienne sont en grève, mais pas de généralisation du mouvement.

QUELLE FUT LA POSITION DES camarades anarchistes de l'E.N. face à cette grève ?

Sans s'opposer au mouvement, ils voulaient même la grève, ils désiraient que celle-ci fût vite dépassée, ouvrant la voie à d'autres perspectives.

1° Demandant aux Normaliens d'adopter un sérieux recul face à l'affaire Guiot — c'est-à-dire dénoncer celle-ci, non comme une erreur judiciaire, mais comme une des conséquences logiques de l'existence d'un appareil répressif d'Etat.

Demandant de ne pas privilégier cette affaire Guiot, celle-ci étant en train de servir au pouvoir pour camoufler les autres attentats à la liberté perpétués jour-nellement.

En la faisant uniquement passer pour une erreur qui devra être réparée (Pleven, le soir du verdict : « La justice finit toujours par triompher. » - « Il y a une jus-

te en France, quoi qu'en disent certains. »)

2° Dénonçant la récupération du mouvement lycéen :

— a) Par les organisations gauchistes :  
— La Ligue communiste et le Secours rouge encadrant les manifestations lycéennes et flicant les « Provocateurs aux drapeaux noirs ».

— L'UNEF-AJS qui, entrant dans le jeu du pouvoir en appelant à un meeting convoqué sur l'affaire Guiot, en profitait pour essayer, espérant devenir à la fois syndicat étudiant et lycéen, de se faire reconnaître par les organisations présentes au meeting comme une organisation syndicale représentative et faire la jonction avec le mouvement ouvrier.

— Les mots d'ordre de grève avancés étaient dans un but uniquement politique, les états-majors gauchistes étant eux-mêmes port conscients qu'ils n'obtiendraient pas, par une grève, justice pour Guiot et la dissolution des brigades spéciales d'intervention.

— b) Par le pouvoir qui, par l'intermédiaire de la presse et de la radio, essayait, en détournant les esprits uniquement sur le cas Guiot, de faire à la fois oublier les autres cas de répression et de camoufler, en n'en parlant pratiquement pas, les affaires sociales du moment (mouvements de grève, tels que celui des Bâtiments, à Nantes).

Le 9 février au soir, alors qu'il participait à une manifestation du Secours rouge, prenait une attitude réservée face aux manifestations lycéennes, non en considérant celles-ci comme inutiles, mais en exprimant le danger de récupération de manifestations jouées à l'avance. Les organisations gauchistes restent dans le cadre précis fixé par le gouvernement, celui du procès Guiot, cadre dont l'issue était quasiment certaine.

Le pouvoir, divisé après l'affaire Tomassini, ne pouvait que montrer aux yeux de tous que « la justice régnait et régnerait toujours en France ».

Expliquant l'attitude des organisations gauchistes restant dans le cadre qui leur était fixé, non comme une inconscience de la situation, mais par tactique politique : faire croire aux lycéens que leur seul combat les conduisait à la victoire, victoire obtenue grâce à la juste ligne proposée par les organisations politiques révolutionnaires (organisations qui s'agit de renforcer, renforcement qui s'opère en y adhérant, nous connaissons la suite...).

4° Dénonçant les staliniens niant quasiment la répression à de seules fins électoralistes — allaient même, pour prévenir de nouvelles « erreurs judiciaires », à demander une « démocratisation de la police ».

5° Dénonçant le danger qui existe de faire de Deshayes et Guiot les martyrs d'une cause, axant en cela le mouvement uniquement sur la répression policière, oubliant la répression quotidienne et faisant ainsi à la fois le jeu du pouvoir et celui des politiciens.

6° Appelant les Normaliens à continuer le mouvement après le résultat du procès de Guiot, à l'élargir en débordant le problème des individus (Guiot, Deshayes), en l'étendant à un problème général.

En vue de cela, proposition, pendant et après la grève, de formation de commissions chargées d'aborder les différents visages de la répression.

Au moment où j'écris l'article, le principe des commissions a été accepté, mais la grève se poursuit sur les mêmes mots d'ordre. On peut cependant espérer que les Normaliens, sensibilisés à l'intérieur des différentes commissions, débordent d'eux-mêmes les états-majors politiques et donneront au mouvement un nouveau visage : celui d'un combat continu, et non d'une

grève de trois ou quatre jours, contre tous les facteurs d'aliénation et de répression de l'individu, que ce soit le gouvernement, ses flics, ses juges ou les états-majors politiques.

Jean-Pierre P.

La presse en général, du Figaro à l'Humanité, ayant refusé de passer la déclaration de la famille de Richard Deshayes, à la suite de la tentative d'assassinat dont il a été l'objet, le Monde libertaire la publie ci-dessous :

Nous soussignés, parents de Richard Deshayes, sauvagement attaqué par les brigades spéciales de la police parisienne, dénonçons la tentative de meurtre délibérée dont a été victime Richard Deshayes.

Nous avons les preuves et témoignages :  
— que le projectile qui l'a frappé a été tiré à bout portant au visage, alors qu'il était isolé et tentait de sauver une jeune femme blessée à terre, et que cette grenade n'était ni lacrymogène ni fumigène ;

— que le car de police secours appelé par la pharmacie n'a pas répondu à cet appel ;  
— que la police a tenté ensuite par tous

## MARCHIVAL : LA RÉPRESSION CHEZ LES ENSEIGNANTS

par Michel BONIN

Dans l'engrenage du système répressif, l'enseignement est un rouage particulier. L'enseignant est pris dans la machine. Comme « fonctionnaire d'autorité », société lui a délégué une parcelle du pouvoir afin de maintenir l'ordre social et moral d'une jeunesse qu'il est censé diriger. En même temps, il est dominé lui-même, contrôlé par ses supérieurs hiérarchiques. La machine tourne bien tant que l'enseignant accepte le rôle qu'on lui fait jouer. Qu'il refuse ce rôle et son action peut détraquer le système, fausser la règle de ce jeu où tout le monde triche et préparer le terrain de l'avenir. Parmi les formes d'action, le refus d'être inspecté a récemment tenu le devant de la scène. L'inspection est une sorte d'examen : l'inspecteur primaire (pour les instituteurs), l'inspecteur général (pour les professeurs) se présente dans la classe, une fois tous les deux ou trois ans, écoute durant une heure et attribue une note qui introduit un facteur hiérarchique supplémentaire chez les enseignants. Ce « contrôle » est aussi un moyen de pression sur ceux qui refusent l'enseignement traditionnel.

La revue « Interéducation » n° 17 (octobre 1970) publie la lettre remise à l'inspecteur par un enseignant. Celui-ci refusant de la part de l'inspecteur ce qu'il ne veut pas infliger à ses élèves et se réclamant en particulier de la reconnaissance quasi officielle de l'absurdité du système de notation déclara qu'il ne ferait pas cours tant que l'inspecteur serait dans sa classe. L'inspecteur n'a pas insisté.

A Marseille, le 11 janvier 1971, deux professeurs du lycée Marcel-Pagnol refusent

Paris, le 10 décembre 1970

Robert VERGNES  
au Proviseur du Lycée Lavoisier  
Monsieur,

Je vous demande de mentionner dans le compte rendu du Conseil de classe de 2<sup>e</sup> III, tenu le mercredi 9 décembre, que j'ai quitté ce Conseil à la suite de votre intervention qui tendait à ridiculiser le représentant des « élèves » lequel avait entrepris d'exposer les difficultés que lui et ses camarades connaissent avec la puberté.

Considérant par ailleurs que vous avez — outrepassant par là votre rôle de président de séance — systématiquement interrompu toute personne « élève » ou « professeur », qui essayait de rechercher les causes du « malaise lycéen » ce qui amenait à analyser la fonction de l'Université au service du capitalisme et à dénoncer avec le contenu de classe de l'enseignement sa prétendue neutralité : l'école véhicule la morale et l'idéologie de la bourgeoisie, impose le respect de la hiérarchie, la soumission au savoir et aux spécialistes, développe l'esprit de compétition — exacerbé dans tous les domaines par le capitalisme — par le système des notes, des punitions-récompenses, pré-

les moyens de s'emparer de la veste du blessé, parfois en se faisant passer pour un ami du blessé, cherchant ainsi à faire disparaître une pièce à conviction importante ;

— que le journal le Monde s'est fait, dans son édition du 12 février, le porte-parole de la version non officielle de la police, alors qu'il n'a pas fait état des témoignages de presse et de la famille aux agences de presse et en portant une accusation ignoble contre la famille soupçonnée de vouloir truquer la pièce à conviction.

Nous appelons tous ceux qui luttent aujourd'hui pour la liberté en France à empêcher tout étouffement de cette tentative de meurtre.

Notre fils n'appelle de son lit d'hôpital ni pleurs ni soupirs, mais justice et vengeance.

M. DESHAYES Marcel, tourneur, son père ;

Mme DESHAYES Nicole, contrôleur au ministère des Finances, sa mère ;

Mme DESHAYES Claire, institutrice, sa femme ;

Mme DESON Irène, O.S.I. sa grand-mère ;

M. DESON Jean, physicien au CNRS, son oncle ;

Mme DESON Françoise, sténodactylo, sa tante.

J. P. P.

de recevoir un inspecteur général dans leurs classes. Ils sont menacés de suspension.

Au lycée Lavoisier, à Paris, le 5 février 1971, un professeur d'espagnol fait de même. Peu après, refusant de se rendre à la convocation de l'inspecteur dans le bureau du proviseur, il est suspendu de ses fonctions.

Un comité d'action s'est constitué dans l'académie d'Aix-Marseille, tandis qu'une section S.N.E.S. intervenait, faisant mine de prendre parti pour les professeurs sans fâcher les inspecteurs : au S.N.E.S., on a le respect de la hiérarchie.

De leur côté, des enseignants de l'Institut parisien de « l'École moderne » (29, rue d'Ulm, Paris-5<sup>e</sup>) ont publié un tract proposant : 1) La remise à l'inspecteur des enseignants ; 2) La remise à l'inspecteur lors de sa visite d'une lettre inspirée de celle qu'a publié « Interéducation » ; 3) La rédaction d'un texte explicatif destiné aux parents et aux enseignants de l'établissement ; 4) La préparation de la défense des enseignants refusant l'inspection et de la coordination.

Pour l'instant, les sanctions n'ont touché qu'un professeur, peut-être parce que les inspecteurs ont peur de voir leur rôle mis un peu plus à jour, peut-être parce que certains inspecteurs, acquis à des idées novatrices, n'ont pas envie de jouer ce rôle. Mais la première sanction, concernant l'événement le plus récent, peut indiquer que le ministère a peur d'une éventuelle extension de ce genre nouveau de désobéissance civile et cherche à donner un coup d'arrêt.

pare les jeunes à leur rôle de rouages du système économique...

Considérant, ce qui est encore plus grave, que vous n'avez paru ne vous préoccuper que du résultat scolaire global des « élèves », sans vous soucier des problèmes humains souvent dramatiques.

Considérant que la démonstration a été faite par l'absurde que ces Conseils de classe ne peuvent en venir à l'aide des « élèves » et qu'ils ne servent qu'à les intégrer, à les tester, à les sélectionner en fonction des besoins de l'économie capitaliste : autresfois les marchands d'esclaves palpatent eux-mêmes le « bétail humain » sur les marchés, aujourd'hui les nouveaux négriers, intéressés non plus par la force de travail physique mais par le potentiel intellectuel de chaque jeune, fait-il fils d'ouvrier des villes ou des campagnes, fait faire cette prospection par les enseignants, les sociologues, les psychologues et autres orienteurs scolaires...

Je vous informe donc que je m'abstendrai à l'avenir de participer aux Conseils de classe.

Je laisse à d'autres le soin de défendre, avec leurs pitoyables privilèges, l'ordre moral bourgeois et de sélectionner les jeunes pour le plus grand profit du capitalisme.

Robert VERGNES.

## DES HOMMES, PAS DES ORDINATEURS

L'enseignement est l'institution primordiale pour la survie du système capitaliste et bourgeois. Il y puise sa main-d'œuvre et impose sa culture.

L'école est le reflet de cette idéologie basée sur le rendement, le profit, l'aliénation. L'enfant apprend à obéir, à se soumettre. On lui inculque sans son consentement des archétypes tels que : la répression sexuelle, le respect de l'Etat, des parents et des supérieurs, la sagesse et la bonté inconditionnelle. Pendant un tiers de son existence l'homme est préparé à sa « vie » de citoyen. La bourgeoisie prend sa nourriture dans les écoles gratuites ou privées.

L'enseignement aliène l'individu. L'élève est réduit à un rôle passif, il absorbe le cours mais ne doit pas le critiquer (ce n'est pas au programme). Il ne crée plus mais réurgit ses connaissances sur la table de l'examen. Le livre épanouissement de l'individu est entravé par la stagnation des esprits. On introduit dans son cerveau des fiches programmées, on le noie dans un com-

plexe idéologique niant sa personnalité.

L'enseignement sert l'économie capitaliste. L'élève est directement introduit dans l'atmosphère de sa future exploitation. Il est tenu de rendre régulièrement une quantité de travail déterminé (rédaction 2 pages, 1 devoir par semaine), il est payé par des notes ou par catégories reflétant les différentes couches sociales. On stimule la production par des bons points, sorte d'actionnaire. On inflige des sanctions comme à l'usine. Ainsi, lentement, l'enfant est intégré à la société capitaliste.

Chaque année, le gouvernement fixe le pourcentage de main-d'œuvre à fournir, du manœuvre à l'ingénieur. Une sélection arbitraire (pléonasme) s'opère. L'élève est orienté dès la 6<sup>e</sup> vers l'une des sections où une considération de classe s'appliquera et où une certaine culture sera créée. L'enseignement nie l'individu au profit de l'économie.

A bas le régime avilissant de l'enseignement bourgeois !

G. LE FLOCH.

## APPEL AUX LIBERTAIRES DE BREST ET DU FINISTÈRE

Brest qui fut surnommée « la ville rouge », au début de ce siècle, pour sa combativité et pour la valeur des militants anarchistes : Victor Pengam, Jules Le Gall, Paul Gourmelon, est devenue quasi décolorée par la soumission au gouvernement soviétique, d'un parti, surtout depuis 1944, et qui a réussi en majeure partie à enlever tout esprit rebelle au monde du travail, par ses mouvements ridicules : grève d'une heure, cloisonnement entre les travailleurs d'une même usine, etc. L'action de ce parti s'est révélée particulièrement ignoble depuis mai 1968, sabotant ce magnifique élan, abandonnant à la vindicte gouvernementale de nom-

breux camarades et groupements, classés anarchistes ou gauchistes. Mais, dans le pays, de plus en plus, les travailleurs, les intellectuels, les étudiants s'aperçoivent de son rôle infâme allant jusqu'à approuver la politique internationale de Pompidou. Mais cette constatation ne suffit pas, il est nécessaire d'alerter l'opinion publique contre les oppresseurs actuels.

Les lecteurs du Monde libertaire et tous ceux qui se réclament de l'esprit anarchiste sont invités instamment à entrer en contact avec Auguste Le Lamm, 30, rue Jules-Guesde, 29-N - Brest.

VENDREDI  
26  
MARS  
20 h. 45

## Palais de la Mutualité

24, RUE SAINT-VICTOR - PARIS-5<sup>e</sup>  
(Métro : Maubert-Mutualité)

### Gala annuel

## du Groupe Libertaire Louise-Michel

au profit de sa Caisse de Solidarité

Régie artistique : Suzy CHEVET

avec

# LÉO FERRÉ

★

## Marc OGERET

Le trio Math Sambas et Maï Mouna

Marianne Mille et Maurice Dulac

Serge Moreau

et

## Les frères ennemis

Allocution de Maurice JOYEUX

Dès maintenant, il est urgent de retenir ses places. Prix : 12 F

Librairie Publico, 3, rue Ternaux, PARIS (11<sup>e</sup>). Tél. : VOL. 34-08

Salle location à la Mutualité. Tél. : ODE. 26-90

Près des militants du Groupe Louise-Michel. Tél. : ORN. 57-89

Le soir du gala : à la caisse  
(Ouverture des portes à 20 heures)

Il y a 100 ans...

# LA COMMUNE

sous l'égide de la presse libre et humanitaire

« LIBERTÉ » « LE MONDE LIBERTAIRE »

« LA RAISON » « UNION PACIFISTE »

★

Dimanche 14 mars 1971, à 14 h 30

## GRAND MEETING

PALAIS DE LA MUTUALITE (grande salle)

24, rue Saint-Victor, PARIS (5<sup>e</sup>) (Métro : Maubert-Mutualité)

présidé par

Louis LECOIN

avec les concours de

Janine AZOULAY - Charles-Auguste BONTEMPS

Paul CHAUVET - Jean COTEREAU-VIALA

Robert JOSPIN - Maurice JOYEUX - Maurice LAISANT

Maurice MONTET

A l'appel que nous lançons pour évoquer nos devanciers de la Commune et leur rêve d'un monde fraternel, qui reste à édifier, vous répondrez présent ce dimanche 14 mars et vous inviterez vos amis à se joindre à vous et à faire de cette manifestation celle de la liberté, toujours chère aux cœurs des hommes.

## ● Informations Internationales ● Informations Internationales ● In

### ARGENTINE

La situation se dégrade en Argentine où fin décembre M<sup>o</sup> Nestor Martin, célèbre pour ses plaidoiries en faveur des prisonniers politiques, a été enlevé mystérieusement. Par ailleurs, un attentat contre la résidence du président de la République (bombe incendiaire et rafales de mitraillettes) a fait un mort : un policier de garde.

Enfin, ces jours derniers, 1 500 ouvriers ont occupé l'usine Fiat à Córdoba pour protester contre le licenciement de sept de leurs camarades, délégués syndicaux.

### CHILI

Dans la région de Temuco (près de Carahue), un groupe d'Indiens Araucans, dépossédés de leurs terres au siècle dernier, ont décidé d'en reprendre possession. Naturellement, cette « action directe » n'a pas été du goût des grands propriétaires terriens qui se sont groupés pour former des groupes armés et assassiner en toute simplicité les paysans indiens. Sur ordre de Salvador Allende (nouveau président de la République), la police a arrêté une quinzaine de ces gros propriétaires terriens, après avoir procédé à de multiples perquisitions.

C'est sans doute pourquoi on a découvert ces jours derniers plusieurs bâtons de dynamite placés avec leurs détonateurs à 60 m du Palais d'été du président de la République.

### COLOMBIE

Si l'on en croit la presse de Bogota, un vif mécontentement régnerait au sein de l'armée populaire de libération (E.P.L.) en raison des méthodes utilisées par les dirigeants du mouvement qui feraient fusiller de nombreux guérilleros pour « manquements à la discipline » et autres motifs du même ordre. Fabio Vasquez, l'un des chefs de l'E.L.N., aurait été à son tour fusillé par des guérilleros qui se seraient ensuite rendus à l'armée.

Le journal « El tiempo » rapporte que pour 1970 134 guérilleros appartenant aux différents mouvements armés auraient été tués et 201 capturés.

Par ailleurs, entre le 12 et le 14 janvier dernier, les services secrets de l'armée auraient démantelé un réseau de guérilla urbaine et saisi de très nombreuses armes. Une vingtaine de personnes ont été ainsi arrêtées appartenant aux milieux universitaires et aux professions libérales.

### GUATEMALA

Quatre personnes ont attaqué, mercredi 20 janvier, le consulat de Grande-Bretagne au Guatemala et tué le garde du corps du consul.

### ISRAËL

Une cinquantaine de jeunes Américains hirsutes viennent de former le premier kibboutz « hippie » en Israël. Ce groupe occupera les terres de l'ancien kibboutz Kedma, entre Gaza et Tel Aviv, il se consacra à l'artisanat, à la gastronomie casher et à la culture.

Par ailleurs, nous apprenons qu'un nouveau camp de détention (ou de concentration, comme on voudra) vient d'être ouvert dans le Sinai pour y interner des Palestiniens arrêtés à Gaza, les prisons de Gaza étant archi-comblées de l'aveu même des autorités israéliennes. L'Etat n'a pas hésité à reprendre à son compte l'ancienne réglementation dite « d'urgence » en vigueur sous le mandat britannique en Palestine, pour arrêter et détenir sans procès pendant des périodes prolongées les personnes accusées ou soupçonnées d'« actes de terrorisme ».

### ITALIE

ROME. — Le procès intenté à notre camarade Failla, responsable de l'hebdomadaire anarchiste « Umanita Nova » a été reporté au mois de février.

ROME. — 6 antimilitaristes viennent de se déclarer collectivement « objecteurs de conscience » et refusent de faire leur service militaire. Le nombre des refusés d'impôt augmente aussi en Italie et il est déjà question d'une marche internationale de soutien aux objecteurs espagnols.

MILAN. — Une nouvelle revue anarchiste vient de paraître, grâce aux efforts des camarades de Milan. D'un format sensiblement le même que notre journal, cette nouvelle revue de 16 pages, abondamment illustrée de photos et de bandes dessinées, témoigne du renouveau anarchiste en Italie. Longue vie à ce nouvel organe.

NAPLES. — Un étudiant anarchiste, Eugenio di Giovanni, a été exclu de l'institut scientifique par le conseil d'établissement composé de réactionnaires et de fascistes de la vieille école.

### LIBAN

Nous avons signalé, dans notre numéro de décembre, les troubles qui s'étaient produits dans le nord du Liban. Nous laissons

entendre qu'il pourrait s'agir d'une nouvelle jacquerie et, de fait, les événements récents prouvent que la révolte des paysans de la plaine du Akkar prend une certaine ampleur. Déjà les gros propriétaires terriens se sont organisés, formant des unités armées, quant à l'Etat, il a dépêché sur place des forces de gendarmerie qui se sont empressées de tirer sur un barrage à l'entrée du village de Massoudieh, blessant 27 personnes (femmes et enfants). La situation dans cette région, qui est l'une des plus négligées du Liban, pourrait bien dégénérer rapidement. Les quelque 80 000 paysans « vivotent » comme des serfs dans cette plaine provoqueront peut-être dans cette région du monde une situation révolutionnaire qui pourrait déborder le cadre du Nord Liban.

### NICARAGUA

L'agitation universitaire a repris ces jours derniers à Managua où les étudiants ont occupé l'université centraméricaine Ruben Dario et l'université nationale.

L'armée a été appelée en renfort pour déloger les étudiants.

### PHILIPPINES

La situation reste tendue et l'on parle de proclamer la loi martiale après les violentes manifestations qui se sont déroulées le mercredi 13 janvier à Manille et qui ont fait 3 morts et une cinquantaine de blessés.

A l'occasion de la grève des conducteurs de « jeepneys » (taxis collectifs), vingt mille personnes — les ouvriers grévistes auxquels s'étaient joints des milliers d'étudiants — ont défilé aux cris de « Révolution » et « A bas le fascisme et l'impérialisme ». Les manifestants ayant refusé de se disperser, la police et les forces spéciales de lutte contre la guérilla urbaine sont intervenues et ont lancé des grenades lacrymogènes avant d'ouvrir le feu.

### SINGAPOUR

Perquisitions et arrestations dans les milieux de gauche ont eu lieu au début janvier à Singapour. Quelques jours après, deux bombes de fabrication artisanale explosaient devant le quartier général de la police. Celle-ci a profité de l'ouverture de la conférence du Commonwealth pour renforcer les « mesures de sécurité », c'est-à-dire qu'elle a procédé à un certain nombre de nouvelles arrestations dans les milieux de gauche.

Pendant ce temps, depuis fin décembre, une centaine de prisonniers politiques (dont huit femmes) détenus indéfiniment sans

jugement dans les prisons de Singapour en vertu de la « loi sur la sécurité interne » ont décidé de faire une grève de la faim « jusqu'à la mort » pour protester contre les persécutions et les mauvais traitements que leur font subir les autorités pénitentiaires.

### TCHÉCOSLOVAQUIE

« Epuraton », « pressions », et « répression » ça continue et ça dure ! Désormais et sur l'ordre du ministère tchèque de la « Culture », chaque bibliothèque disposera d'une salle forte dans laquelle seront enfermées toutes les œuvres « politiquement erronées » ou « qui peuvent exercer une influence antisociale ». Une première liste d'auteurs et de livres mis à l'index a été établie.

Par ailleurs, non seulement quelques rares esprits « politiquement sûrs » et « très sur le volet » seront admis à lire ces ouvrages mis à l'index, mais de plus, les directeurs de bibliothèque devront aussi « opérer une sélection très stricte de leurs lecteurs ». La culture au compte-gouttes.

### TURQUIE

L'agitation estudiantine qui va grandissant inquiète sérieusement les autorités. En deux ans, 17 étudiants ont été tués à la suite de heurts entre groupes antagonistes d'extrême-gauche et d'extrême-droite, le dernier en date, un étudiant d'extrême-gauche a été tué fin décembre à la Faculté des sciences d'Ankara.

Par ailleurs, plusieurs attentats au cocktail Molotov ont eu lieu : un à l'ambassade de France, un autre au consulat d'Espagne et tout récemment encore deux charges de dynamite ont explosé devant les bâtiments de deux foyers d'étudiants à Istanbul.

Profitant de ces circonstances, les autoritaristes, sous prétexte de juguler l'agitation estudiantine, préparent tout un assortiment de mesures « légales » qui n'auront d'autre but que de restreindre un peu plus les libertés individuelles, de limiter les droits des citoyens, pour masquer l'incapacité du gouvernement à résoudre les problèmes économiques et sociaux qui se posent en Turquie.

A paraître prochainement :

UN NOUVEAU 33 TOURS  
DU TRIO MATH-SAMBAS

Edition « La Danse internationale »

**De Lénine  
 au panzer-communisme**

de Pierre TERUEL-MANIA  
 (Editions Maspéro)

Encore un livre d'un « renégat » du communisme ! Le nom de l'auteur ne me paraît pas « catholique » et pourrait bien en recouvrir un plus connu, mais peut-être que je me trompe ? Ce livre marque un tournant de cette littérature particulière des transuges. Non pas que débordant la critique facile de l'interprétation marxiste de la doctrine ou celle des hommes, l'auteur fasse enfin l'analyse des rapports de cette doctrine marxiste et de son influence sur le comportement discutables des hommes qui la mettent en pratique, nous n'en sommes pas encore là et Teruel-Mania est, dans ce domaine, aussi conformiste que ceux qui l'ont précédé. Pour lui, comme pour ses prédécesseurs, Marx est la source de toute vérité et Lénine, au moins jusqu'à 1918, continue à être son plus fidèle interprète. Cet auteur se borne à mettre en cause l'Eglise communiste et son interprétation des Evangiles qui, pour lui restent sacrés, et qu'il cite abondamment.

Cependant ce qui rend un son nouveau, c'est que l'auteur qui limite ses critiques au comportement des bureaucrates du parti pousse ses critiques jusqu'à l'extrême logique, en dehors du temps défini par sa prise de conscience personnelle. Et son examen remonte aux origines mêmes du communisme français. Contrairement à Jean Coïn, Garaudy et à d'autres, il n'a pas existé une « bonne » direction du parti communiste français, celle, par exemple, où il eût été majoritaire, une direction qui cessa d'être « bonne » à l'instant où il en fut rejeté ou bien où il la rejeta. Pour lui, les déviations sont postérieures à sa prise de conscience qu'elles existaient et cela indique peut-être que contrairement à certains de ceux qui le précéderent dans la « rébellion » il n'a jamais appartenu au bureau politique, par exemple.

Et le lecteur de notre journal pourra relever avec malice que cette nouvelle escalade dans la critique de la bureaucratie communiste pousse l'auteur à des conclusions voisines de celles qui sont depuis des années énoncées dans notre journal et qui avaient soulevé la réprobation non seulement de la bureaucratie communiste, mais encore de son opposition, même lorsqu'elle était composée d'exclus.

J'ai écrit dans ce journal que de l'aveu même de « L'Humanité » le parti communiste fut un parti qui eut constamment des flics à sa direction et en particulier à son bureau politique et à son secrétariat. C'est le parti lui-même qui en les dénonçant successivement nous l'annonça à grand fracas et j'ai conclu qu'il n'y avait aucune raison pour qu'il n'en soit pas encore ainsi.

Relisez « L'Humanité » depuis le congrès de Tours

qui créa le parti communiste et voyez ce que ce journal dit de ses principaux dirigeants : Frossard, Marion, le capitaine Treint, Suzanne Girault, Barbé, Celor, Soupé, Gittin, Marty, Tillon, puis plus près de nous de Servin, de Lecœur et de quelques autres et vous avouerez que ce malheureux parti n'eut ni chance ni discernement dans ses choix et on se prend à souhaiter pour lui et pour ceux qui auront comme tâche de nous conter son histoire que beaucoup des propos de « L'Humanité » soient sujet à révision encore que cela laisserait le choix aux futurs lecteurs entre un parti à la direction truffée de flics ou un journal mensonger et calomnieux !

Naturellement l'auteur ne pousse pas encore le raisonnement jusqu'à cette alternative, mais les accusations qu'il reprend contre certains des personnages qu'il dénonce, justifient les réserves que l'on peut faire sur les autres, même si, lorsqu'il dénonce avec rigueur la politique du parti communiste français et de ses hommes du parti communiste russe et de Staline il s'arrête en chemin comme effrayé par l'abîme qui s'ouvre sous ses pas. Et là il a tort !

A la lueur des informations qu'il nous livre et de celles que nous possédons on peut dire que trois groupes de « saligauds » occupent depuis 1921 et sans discontinuer la direction du parti communiste; des lâches dont Cachin, Monmousseu et Racamond furent des prototypes achevés, des politiciens tels Torrès et Ducloux et Marty et des fascistes et des flics qui de Doriot à Gittin furent légion.

Malgré ses insuffisances, ce livre est bien supérieur à tous ceux qui furent écrits jusqu'à ce jour par les transuges. Moins intellectuel que l'œuvre de Garaudy, ne possédant pas cette chaleur du cœur qui se dégage de celle de Jean Coïn, ce livre va beaucoup plus loin que ceux de ses prédécesseurs. Il enfonce une porte, marque un tournant. Il est une fin et un début et dans cette fuite en avant que rien n'arrêtera attendons-nous à en lire et à en écouter de belles.

Mais naturellement cette hargne du « renégat » est négative en ce sens qu'elle n'est pas encore arrivée à établir le rapport entre le marxisme et le comportement du militant qui est son fruit et avec une naïveté parfois pénible l'auteur essaie de séparer la direction de sa base pour conférer à celle-ci je ne sais quelle innocence, quelle vertu qui auraient échappé au pourrissement de l'appareil. En réalité, l'auteur est très près de la vérité et, sans qu'il s'en rende bien compte, transparait dans son livre une évidence qui, un jour, éclatera au grand jour. Pourri par une morale qui, au nom de la révolution, justifie toutes les saloperies, le militant admire et soutient ses dirigeants quel que soit leur comportement.

Et ce lien entre le militant et sa direction est rendu possible par la classe intermédiaire des permanents dont la veulerie, le suivismisme, l'arrivisme et également l'impossibilité de se reconverter en dehors des emplois que leur offre le parti, a été admirablement décrit par Teruel-Mania.

L'auteur croit encore au père Noël, c'est-à-dire au redressement du parti. C'est qu'il n'a pas compris que les saisons de cet effondrement du parti en tant qu'organisme révolutionnaire, ce ne sont pas les hommes, mais le marxisme et son expression léniniste qui les conditionnent.

Il est encore trop tôt pour les « oppositionnels » de voir clair en eux-mêmes. Mais cela viendra, à partir de ce livre et d'autres qui suivront et qui élargiront le problème des rapports du marxisme et de l'homme révolutionnaire. Ce livre est un tournant, une escalade que plus rien n'arrêtera, ce qui permettra peut-être à la classe ouvrière de ce pays de sortir du long tunnel où le communisme, qu'il soit stalinien ou léniniste voire simplement marxiste, l'a plongé.

**COLLECTIONS POPULAIRES**

- **Le Roman de Renart** (Flam.). C'est entendu, il s'agit de vers, dans le langage du temps qui rend la lecture difficile, mais personne n'est obligé de lire ce monument de notre langue en pleine formation comme on lit un roman policier. Celui qui aura la patience de scruter la pensée de l'auteur (disons des auteurs successifs) y trouvera des joies tranquilles en ce sens qu'il se sentira des liens profonds avec le « vieux » de sa lignée qui, il y a huit cents ans, employait comme lui la révolte ou la satire pour tourner la loi symbole de l'oppression.
- **L'Etat et la Révolution de Lénine** (Médiation). Cette réédition vaudrait mieux qu'un simple rappel et peut être y consacrerons-nous un jour une étude. Je veux seulement rappeler que c'est ce livre qui a permis trop souvent aux « marxistes libertaires » d'essayer des mariages contre nature. Ces tentatives ne résisteront pas à une lecture attentive d'un ouvrage ou le vrai visage de Lénine apparaît comme celui d'un précurseur du Staliniisme.
- **Les frontières du possible**, de Jacques Bergier (Casterman). Le scientisme de l'équipe de « Planète » est fortement discuté. Mais ce qu'écrit Bergier se lit comme un roman de science-fiction et quelque part dans son livre il a parfaitement raison de rappeler que ce genre n'est pas plus regrettable que ce qu'écrivait Cyrano de Bergerac sur les possibilités d'un voyage sur la Lune.
- **Une journée d'Ivan Denissovitch**, de A. Soljenitsyne (10/18). Tout le monde connaît l'auteur prix Nobel pour son admirable ouvrage « Le Pavillon des Cancéreux », mais son chef-d'œuvre reste « Une journée d'Ivan Denissovitch » dont le critique n'a rien d'autre à dire qu'il s'agit d'un dix ou quinze livres que chacun doit lire et placer aux côtés de la « Maison des Morts » de Dostoïevsky.
- **Jacquou le croquant**, d'Eugène Le Roy (L.P.). Pour avoir fait connaître à la grande masse des gens ce roman qui, avec « Germinal », est à la racine de la littérature des « pauvres gens » il sera beaucoup pardonné à la télévision. Le Livre de Poche, en mettant l'œuvre à la portée de toutes les bourses prolongera l'impact de cet ouvrage, indispensable à la connaissance des luttes qui construisent le monde moderne.

**SERVICE DE LIBRAIRIE du Monde Libertaire**

AZEMA et WINOCK Les Communistes .....	7
BRON Jean Histoire du mouvement ouvrier français du début du XIX <sup>e</sup> siècle à 1884 .....	18
DOLLEANS Edouard Histoire du mouvement ouvrier 1830-71 .....	15,90
DOMMANGET Maurice Histoire du drapeau rouge .....	30
L'Enseignement sous la Commune .....	9,20
GUERIN Daniel Ni Dieu ni maître .....	45
LDSKY Les Ecrivains contre la Commune .....	14,80
LISSAGARAY Histoire de la Commune de 1871 .....	9,90
LOUISE MICHEL La Commune .....	18
Collection poche, 2 tomes .....	6
MAITRON Jean De la Bastille au mont Valérien Dictionnaire biographique du mouve- ment ouvrier .....	57
Tome 4-5 .....	70
Tome 6-7 .....	70
METT Ida La Commune de Cronstadt .....	3
MINTZ Frank L'Autogestion dans l'Espagne révolu- tionnaire .....	24
OLIVIER Albert La Commune .....	5,80
POTTIER Eugène Œuvres complètes .....	39
Livre + disque : Vive la sociale, inter- prété par Simone Bartel .....	44
PRUHOMMEUX André et Dori Catalogue libertaire .....	3
Spartacus la Commune de Berlin .....	3
RAGON Michel Histoire de la littérature ouvrière .....	7

**ECRITS SUR LA COMMUNE**

ROUGERIE Jacques Procès des communistes .....	8,40
Paris libre, 1871 .....	7,75
RUDE Fernand L'Insurrection lyonnaise .....	51,50
TALES La Commune de 1871 .....	15
THOMAS Edith Les Pétroleuses .....	16
VALLES Jules Le Cri du peuple .....	23,35
La Commune de Paris .....	26
CITATIONS 1871 les damnés de la terre .....	7,50
DOCUMENTS Les 31 séances officielles de la Com- mune de Paris .....	16,50
La Commune de Cronstadt .....	9
FAC SIMILES Procès de l'A.I.T. (éd. 1870) .....	35
Troisième procès de l'A.I.T. (éd. 1870) .....	35
A.I.T. Activité de la branche française .....	20
Histoire de l'Internationale (1862-1871) par un bourgeois républicain .....	35
E. CLARIS Les Ennemis de l'Internationale .....	20
JULES GUESDE Le Livre rouge de la justice rurale (1871) .....	30
C. JEANNERET Paris pendant la Commune .....	45
G. LEFRANÇAIS Etude du mouvement communaliste .....	75
P.O. LISSAGARAY Les Huit Journées de Mars .....	40
B. MALON La Troisième Défaite .....	75
F.P. BORGELLA Justice (1871) .....	15

**J. VALLES**

Le Cri du peuple - Journal de la Com- mune .....	57
POUR MIEUX COMPRENDRE LA COMMUNE : PROUDHON Qu'est-ce que la propriété ? .....	5,80
Pages choisies .....	5,80
Justice et liberté .....	7
Textes choisis .....	15
Du principe fédératif .....	30
Ecrits sur la religion .....	30
Qu'est-ce que la propriété ? .....	30
Philosophie du progrès. La Justice pour- suivie par l'Eglise .....	30
La révolution sociale démontrée par le coup d'Etat du 2 décembre .....	30
Contradictions politiques. Les démocra- tes assermentés et les réfractaires .....	30
De la création de l'ordre dans l'humani- té .....	30
Guerre et Paix .....	30
Carnets de Proudhon : Tomes I et II .....	30
Tome III .....	38
DOMMANGET Maurice Blanqui .....	10
Auguste Blanqui .....	38
BERNSTEIN SAMUEL Auguste Blanqui .....	24,65
DISQUES LES QUATRE BARBUS La Commune de Paris .....	35
OGERET MARC Autour de la Commune .....	24,25
MOULOUJJI - FRANCESCA SOLLEVILLE ARMAND MESTRAL - LES OCTAVES LE MADRIGAL DE L'ILE-DE-FRANCE La Commune en chantant (cofr. 2/33 t.) .....	35
Jean FERRAT La commune, etc. (33 t.) .....	28,40

# ASSOCIATION INTERNATIONALE DES TRAVAILLEURS

## CONSEIL FÉDÉRAL DES SECTIONS PARISIENNES

### Chambre Fédérale des Sociétés ouvrières

#### TRAVAILLEURS,

Une longue suite de revers, une catastrophe qui semble devoir entraîner la ruine complète de notre pays, tel est le bilan de la situation créée à la France par les gouvernements qui l'ont dominée.

Avons-nous perdu les qualités nécessaires pour nous relever de cet abaissement ? Sommes-nous dégénérés au point de subir avec résignation le despotisme hypocrite de ceux qui nous ont livrés à l'étranger, et de ne retrouver d'énergie que pour rendre notre ruine irrémédiable par la guerre civile ?

Les derniers événements ont démontré la force du peuple de Paris, nous sommes convaincus qu'une entente fraternelle démontrera bientôt sa sagesse.

Le principe d'autorité est désormais impuissant pour rétablir l'ordre dans la rue, pour faire renaître le travail dans l'atelier, et cette impuissance est sa négation.

L'insolidarité des intérêts a créé la ruine générale, engendré la guerre sociale : c'est à la liberté, à l'égalité, à la solidarité qu'il faut demander d'assurer l'ordre sur de nouvelles bases, de réorganiser le travail qui est sa condition première.

#### TRAVAILLEURS,

La révolution communale affirme ces principes, elle écarte toute cause de conflit dans l'avenir. Hésitez-vous à lui donner votre sanction définitive ? L'indépendance de la commune est le gage d'un contrat dont les clauses librement débattues feront cesser l'antagonisme des classes et assureront l'égalité sociale.

Nous avons revendiqué l'émancipation des travailleurs et la délégation communale en est la garantie, car elle doit fournir à chaque citoyen les moyens de défendre ses droits, de contrôler d'une manière efficace les actes de ses mandataires chargés de la gestion de ses intérêts, et de déterminer l'application progressive des réformes sociales.

L'autonomie de chaque commune enlève tout caractère oppressif à ses revendications et affirme la République dans sa plus haute expression.

Nous avons combattu, nous avons appris à souffrir pour notre principe égalitaire, nous ne saurions reculer alors que nous pouvons aider à mettre la première pierre de l'édifice social.

Qu'avons-nous demandé ?

L'organisation du Crédit, de l'Echange, de l'Association afin d'assurer au Travailleur la valeur intégrale de son travail.

L'instruction gratuite, laïque et intégrale ;

Le droit de Réunion et d'Association, la liberté absolue de la Presse, celle du citoyen ;

L'organisation au point de vue municipal des services de police, de force armée, d'hygiène, de statistique, etc.

#### TRAVAILLEURS,

Nous avons été dupes de nos gouvernants, nous nous sommes laissé prendre à leur jeu, alors qu'ils caressaient et réprimaient tour à tour les factions dont l'antagonisme assurait leur existence.

Aujourd'hui le peuple de Paris est clairvoyant, il se refuse à ce rôle d'enfant dirigé par le précepteur, et dans les élections municipales, produit d'un mouvement dont il est lui-même l'auteur, il se rappellera que le principe qui préside à l'organisation d'un groupe, d'une association, est le même qui doit gouverner la société entière, et comme il rejeterait tout administrateur, président imposé par un pouvoir en dehors de son sein, il repoussera tout maire, tout préfet imposé par un gouvernement étranger à ses aspirations.

Il affirmera son droit supérieur au vote d'une Assemblée de rester maître dans sa ville et de constituer comme il lui convient sa représentation municipale sans prétendre l'imposer aux autres.

Dimanche 26 mars, nous en sommes convaincus, le peuple de Paris tiendra à honneur de voter pour la Commune.

Les Délégués présents à la Séance de nuit du 23 mars 1871 :

Conseil fédéral des sections parisiennes de l'Association internationale :

Chambre fédérale des Sociétés ouvrières :

AUBRY  
(Fédération Rouennaise)

BOUDET  
CHAUDES AIGUES  
COIFE

V. DEMAY  
A. DUCHENE  
DUPUIS

Léo FRANKEL

H. GOULLE

LAUREAU

LIMOUSIN

MARTIN Léon

NOSTAG

Ch. ROCHAT

CAMELINAT

DESCAMPS

EVETTE

GALAND

HAAN

HAMET

JANCE

J. LALLEMAND

Lazare LEVY

PINDY

Eugène POTTIER

ROUYEYROLLES

SPOETLER

A. THEISZ

VERY

Affiche de l'Association Internationale des Travailleurs et de la Chambre Fédérale des Sociétés Ouvrières (rue de la Corderie) en date du 23 mars 1871. Elle expose les idées politiques et sociales de ces deux organisations avant les élections. (Archives de la Seine)

**Notre pays est partout où l'on vit libre**